

# *l'Anti*capitaliste

N°124 | MARS 2021 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



## FASCISMES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI COMPRENDRE POUR COMBATTRE



CONTRE LES POLITIQUES  
LIBÉRALES, AUTORITAIRES ET  
RACISTES DE CE GOUVERNEMENT



LE NAUFRAGE DE LA CENTRAFRIQUE



NON-MIXITÉS, MATÉRIALISME  
ET LUTTE DES CLASSES

# Sommaire

## EDITORIAL

**Sandra Cormier** Le duel Macron-Le Pen n'est pas une fatalité ! **P3**

## PREMIER PLAN

**Joséphine Simpon** Contre les politiques libérales, autoritaires et racistes de ce gouvernement : c'est dans la rue que ça doit se passer ! **P4**

**Paul Martial** Le naufrage de la Centrafrique **P7**

**Joseph Daher** Syrie : 10 ans après le soulèvement populaire **P10**

**Hélène Marra** « Islamo-gauchisme » : réflexions théoriques et politiques sur la recherche **P13**

**Hélène Marra** Classe, genre, race : où va la critique ? **P14**

**Mimosa Effe et Elsa Collonges** Non-mixités, matérialisme et lutte des classes **P16**

## DOSSIER

**Ugo Palheta** Actualité(s) du danger fasciste **P18**

**Robi Morder & Patrick Silberstein**

« Le fascisme est une hydre-caméléon qui est de retour » **P22**

**Alin Bühr** Le fascisme est-il d'actualité ? **P24**

**Antoine Larrache**

Le nazisme, un système capitaliste, impérialiste et génocidaire **P27**

**Fernando Rosas Salazar** et la dictature fasciste au Portugal **P29**

**Comité de rédaction de « Spectre » États-Unis :**

« Nous ne pouvons pas laisser la farce d'hier devenir la tragédie de demain ! » **P31**

## HISTOIRE

**Jean-Jacques Marie** « Les événements de Cronstadt sont un éclair qui a illuminé la réalité plus vivement que tout » **P33**

## FOCUS

**Oscar Blanco**

Une semaine de révolte en Catalogne après l'arrestation de Pablo Hasél **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une: © John Heartfield



Occupation du théâtre de l'Odéon par les personnels de la culture. ©Xavier Cantat.



## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

| Tarif standard                          |                 |               |
|---|-----------------|---------------|
| Revue mensuelle                         | 6 mois 22 euros | 1an 44 euros  |
| Revue + Hebdo                           | 6 mois 50 euros | 1an 100 euros |
| Tarif jeunes/<br>chômeurs/<br>précaires |                 |               |
| Revue mensuelle                         | 6 mois 18 euros | 1an 36 euros  |
| Revue + Hebdo                           | 6 mois 38 euros | 1an 76 euros  |

### Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :  
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

| Tarif standard                          |                        |  |
|---|------------------------|--|
| Revue + Hebdo                           | 25 euros par trimestre |  |
| Tarif jeunes/<br>chômeurs/<br>précaires |                        |  |
| Revue + Hebdo                           | 19 euros par trimestre |  |

## L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

### Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :  
[contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

**Directeur de la publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Antoine Larrache

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31 – [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

**Commission paritaire :**  
0519 P 11509

**Numéro ISSN :**  
2269-370X

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

**Tirage :**  
3 000 exemplaires

**Maquette et impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# Le duel Macron-Le Pen n'est pas une fatalité !

PAR SANDRA CORMIER

*Le débat du 11 février entre Gérald Darmanin et Marine Le Pen ressemblait à une mise en scène. Tout semble déjà ficelé. Pour le second tour de la présidentielle, il n'y aurait pas d'alternative mais un scénario écrit d'avance, une répétition annoncée du duel Macron-le Pen.*

Un goût de déjà vu qui passe portant mal pour la grande majorité des sondés, qui selon l'IFOP refuseraient à 70%, ce nouveau statu quo.

## UN DUEL DE DUPES !

Le macronisme a enrayé le mécanisme de l'alternance mais il a reconstruit une bipolarité de la vie politique autour d'un nouveau tandem. Cette prétendue dualité relève davantage des calculs politiques de la part des protagonistes, qui agissent en co-construction, dans une fausse opposition mais une vraie complémentarité. Il y a pour eux un enjeu majeur à perpétuer l'idée qu'il n'y a pas de scénario alternatif.

Le RN, qui a largement achevé sa stratégie de dédramatisation, trouve dans son intérêt d'apparaître comme un parti légitime, crédible pour exercer le pouvoir, quand les macronistes peuvent se poser comme les seuls rivaux au RN. Macron et sa clique ont compris l'efficacité de cette situation lors du second tour de la présidentielle de 2017 et ont déjà exploité ce filon lors des dernières élections européennes.

Le débat du 11 février, sur fond de loi sur le séparatisme, a illustré que c'est d'un commun accord que ce duo développe une polarisation mortifère autour des thématiques les plus abjectes et qu'il se dispute le même fond de commerce, celui du racisme et de la chasse aux immigrés. Darmanin dans sa surenchère islamophobe, reprochant à Marine le Pen d'être trop molle sur le sujet, montre toute la tartuferie du duel. Macron a intérêt à surfer sur les peurs et à chasser sur les terres de l'extrême droite pour se maintenir en place. Focaliser l'attention sur l'immigration, l'islam, la sécurité, la protection des frontières, c'est faire oublier la gestion catastrophique de la crise sanitaire, l'explosion du chômage de masse, les licenciements et faire que les colères soient dévoyées et ne se retournent pas contre les vrais responsables.

## UN RAPPORT DE FORCE DÉGRADÉ

La difficulté ne se limite pas à déjouer la symbiose du duo Macron-Le Pen et son exploitation politico-médiatique mais de s'attaquer au fond du problème. Le fait est que cette configuration reste l'hypothèse la plus probable aujourd'hui.

La dégradation des rapports de forces sociaux au profit des options réactionnaires en constitue la cause profonde. Les défaites contre les politiques d'austérité, de la loi Travail aux contre-réformes des

retraites, la difficulté à faire émerger des luttes et une perspective politique pour notre camp social, tout cela pèse sur la situation. Sans oublier le poids de la répression d'un État toujours plus liberticide et autoritaire, d'une bourgeoisie qui a opté pour l'ordo-libéralisme, prête à tout pour écraser les résistances.

Le mouvement ouvrier, largement institutionnalisé, semble incapable de sortir de l'atonie. Il continue de se désagréger, perd en influence laissant la place aux options réactionnaires. Il y a, malgré les mobilisations, un recul de la confiance dans l'action collective, le reflux de la grève en est l'illustration.

Une perte de confiance, de conscience dont bénéficie le Front national. Il constitue aujourd'hui l'un des courants politiques les

plus solides, qui subit le moins les flux et reflux des rapports de forces politiques avec une forte fidélité de son électeur.

## INVERSER LA TENDANCE PAR NOS MOBILISATIONS

Mais rien n'est ficelé. Tout d'abord, il faut imposer notre agenda politique, sans attendre une prétendue solution électorale en 2022, et gagner la bataille des idées en imposant les préoccupations de notre camp social.

Pour stopper le carnage social en cours, la bataille contre les

licenciements est centrale. La réduction du temps de travail, son partage entre toutes et tous sont plus que jamais d'actualité. Nous devons aussi mener une véritable fronde contre la division organisée de notre classe. Le mouvement ouvrier dans son ensemble doit tout engager pour construire des campagnes, des mobilisations unitaires, des actions de solidarités concrètes contre l'islamophobie, le racisme, la chasse aux immigrés.

Il faut reconstruire l'unité de notre classe autour de mesures d'urgences sociales et sanitaires, mais aussi démocratique et écologiques. Nous ne partons pas de rien. Nous devons renforcer les cadres unitaires, collectifs, syndicats, associations, en s'appuyant sur les mobilisations et l'auto-organisation. Les colères exprimées, dans la jeunesse, les quartiers populaires, contre les lois liberticides, contre le racisme et les violences policières, les violences sexistes et sexuelles, le changement climatique et les projets inutiles et destructeurs sont le terreau à partir duquel nous pouvons arracher des victoires et faire émerger une autre perspective. Faire vire l'idée qu'un monde débarrassé de la barbarie dans laquelle le capitalisme plonge l'humanité un peu plus chaque jour est non seulement possible mais indispensable. □



Manifestation du 1er Mai entre les deux tours des élections Présidentielles 2017. © Photothèque Rouge / MILO

# Contre les politiques libérales, autoritaires et racistes de ce gouvernement : c'est dans la rue que ça doit se passer !

PAR JOSÉPHINE SIMPLON

*Depuis un an, la pandémie du Covid-19 met en évidence la faillite des gouvernements et des institutions capitalistes. Macron n'y échappe pas. Il montre de jour en jour qu'il est incapable de gérer la crise sanitaire.*

**A**près le scandale des masques, le scandale des tests, il y a désormais le scandale des vaccins, et tout cela sur fond de crise sociale sans précédent pour la majorité de la population mais aussi d'attaques incessantes contre les travailleurs et les travailleuses et leurs libertés. Il est plus que jamais temps de construire une véritable campagne unitaire contre ce gouvernement et ses politiques et de lui opposer la perspective d'un autre monde sans attendre 2022. Depuis le début de la crise sanitaire, Macron n'est préoccupé que par deux choses. D'une part, le taux d'occupation des lits en réanimation qui est devenue sa seule boussole pour prendre des « mesurètes » n'empêchant en rien la contamination du plus grand nombre mais seulement toute vie sociale. D'autre part, en bon « président des ultra-riches », il est aussi obnubilé par les profits de ses amis, qui doivent coûte que coûte continuer à croître. Et sur ce point, on peut dire que la politique de Macron a été efficace puisque, selon Oxfam, malgré la crise, les entreprises du CAC 40 auront versé 37 milliards de dividendes à leurs actionnaires et le patrimoine cumulé des 500 plus grandes fortunes de France a progressé de 3 % en 2020, battant ainsi un nouveau record.

Depuis un an ce gouvernement n'a jamais mis en œuvre de politique sanitaire digne de ce nom qui réduirait au maximum les contaminations et les morts. Au contraire la gestion de la crise sanitaire a mis en lumière les carences du système

de santé détruit par les politiques mises en place depuis des décennies. Aujourd'hui encore, alors que les « variants », en particulier le britannique, deviennent majoritaires sur le territoire, Macron choisit une nouvelle fois les mesures répressives et liberticides avec le confinement le week-end et le couvre-feu de 18h. Or les privations de libertés et la vie réduite au triptyque métro-boulot-dodo sont de plus en plus mal vécues par le plus grand nombre. D'autant plus qu'une grande partie de la population a bien compris que l'économie primait sur notre santé. La stratégie du « stop and go » de ce gouvernement ne dessine aucune perspective de sortie de la pandémie. Surtout quand la lutte contre le virus ne se fait que pendant les heures de loisirs alors que pas grand-chose n'est fait dans les entreprises où les protocoles ne sont pas tenables, que les transports en commun restent bondés et qu'aucun moyen n'est donné dans les écoles pour lutter contre les contaminations. Il existe pourtant une alternative à cette stratégie. Elle consisterait, entre autres, à donner la priorité effective et les moyens correspondant à des politiques sanitaires et sociales permettant de faire reculer l'épidémie et d'accélérer l'acquisition de l'immunité collective par une vaccination sûre, transparente et efficace.

## TROISIÈME VAGUE SOCIALE

La crise sanitaire qui perdure entraîne également une crise sociale et économique sans précédent. D'ores et déjà, le bilan pour le monde du

travail et la majorité de la population est catastrophique : selon l'INSEE en 2020 il y aurait eu environ 700 000 destructions d'emplois en particulier les emplois les plus précaires, les intérimaires, les CDD, les autoentreprises mais aussi une multiplication des plans de restructuration et des licenciements, des fermetures d'entreprises, des plans de compétitivité. Sans oublier l'explosion de la pauvreté qui sera sans aucun doute un symptôme durable de la crise sanitaire. Selon les associations, la crise sanitaire et le confinement de mars 2020 auraient mis un million de personnes de plus dans la pauvreté.

Et en ce début d'année, la situation est loin de s'améliorer. Le maintien en vie de très nombreuses entreprises grâce au chômage partiel pris en charge par l'État, les prêts garantis par l'État ou encore le Fonds de solidarité, ne fera pas longtemps illusion et n'empêchera pas les faillites annoncées. D'ores et déjà, le chômage partiel décroît, il est passé de 8,4 millions de salariéEs en avril 2020 à 2,1 millions en janvier 2021, selon le baromètre de la situation de l'emploi de la Dares, la DGEFP, l'Acoss et Pôle emploi. Et dans le même temps, le nombre de PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) et les licenciements hors PSE pour motif économique sont en augmentation. La situation est déjà dramatique pour de très nombreux salariéEs, et sera explosive quand les dispositifs de chômage partiel et les différentes aides seront annulées, d'autant plus que selon l'OFCE « les faillites d'entreprise vont arriver courant 2021 et pourraient



Un travailleur de la raffinerie Total de Grandpuits en grève. Manifestation intersyndicale contre la politique du gouvernement, Paris, 4 février 2021. © Photothèque Ruoge / Martin Noda / Hans Lucas

causer jusqu'à 200 000 destructions d'emplois».

#### ILS VEULENT NOUS FAIRE PAYER LA CRISE

La crise du Covid-19 a provoqué une crise globale. Dans tous les pays, la récession économique et les dispositifs de relance font exploser les déficits et les dettes publics. En France, en 2020, la dette Covid est estimée à presque 235 milliards d'euros. Face à cela, le gouvernement a mis en place en décembre 2020 une commission sur «l'avenir des Finances publiques» présidée par Jean Arthuis, ancien ministre des finances de Chirac. Son mandat est de faire des propositions sur la façon de rembourser la dette Covid, sans augmenter les impôts, grâce à «une gestion plus rigoureuse des dépenses publiques» et des «réformes structurelles». Le ton est donc donné : pour le gouvernement, ce seront donc les travailleurs et les travailleuses qui payeront l'addition via une baisse historique et massive des dépenses publiques, notamment des dépenses sociales. Et depuis quelques semaines, le gouvernement nous prépare à une austérité budgétaire dévastatrice pour la majorité de la population. Pour le coup, Dussopt ministre délégué aux Comptes publics a, pour une fois, été clair quand il déclare, dans une interview dans *les Échos*, que «2021 marque la sortie du "quoi qu'il en coûte"» annoncé en

mars 2020 par Macron. Sans grande surprise, leur projet est de réduire au minimum les prestations sociales, démanteler les services publics, nous faire travailler plus longtemps. Sans même attendre la fin de la pandémie, le gouvernement vient d'annoncer, après avoir refusé le RSA pour les 18-25 ans, qu'une partie de la réforme de l'assurance chômage entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021. C'est bel et bien la baisse des allocations qui est dans le viseur gouvernemental puisque ce sera le mode de calcul du salaire journalier de référence qui sera la première mesure à entrer en vigueur. Autrement dit à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021, pour une partie des privéEs d'emplois, leurs allocations pourront être divisées par presque deux dans le pire des cas. Mais soyons rassuréEs, s'agissant de la proposition de taxer les entreprises qui auraient un recours «abusif» aux contrats précaires, sa mise en œuvre serait repoussée au 1<sup>er</sup> juillet 2022 (donc post élection présidentielle...) ! Parmi ses autres projets régressifs, le gouvernement projette de réformer la priorité donnée aux AGS, soit l'assurance qui garantit le versement des salaires en cas de défaillance de l'employeur (lors d'une procédure collective). Alors que le paiement des salaires est jusqu'à présent considéré comme prioritaire sur toute autre créance, le ministère de la justice envisage que cette priorité soit affectée

à la rémunération des administrateurs judiciaires et des mandataires plutôt qu'à l'AGS et donc à celle des salariéEs. Le Medef, considérant ce sujet comme explosif, est opposé à ce projet, peut-être que cela sera suffisant pour que le gouvernement l'abandonne. Voilà des premiers exemples concrets de ce qui nous attend, si nous ne les arrêtons pas, dans les mois qui viennent.

#### MALGRÉ TOUT, DES RÉSISTANCES

Dans ce contexte difficile, des mobilisations, même si elles sont modestes, existent dans différents secteurs professionnels (santé, énergie, éducation nationale, contre les suppressions d'emplois...) mais aussi plus largement contre la loi de sécurité globale, contre les violences policières et contre le racisme. Enfin, ces luttes peuvent déboucher sur de petites victoires. Ainsi celle de la bibliothèque universitaire Sainte Barbe qui a permis après 3 mois de grève déterminée d'obtenir le maintien des salaires en cas de fermeture, arrêts maladie et des garanties sur les contrats futurs. Ces victoires même partielles sont importantes car elles démontrent que le salariat le plus précaire peut se mobiliser et gagner : leur généralisation est donc un enjeu

important de la période. Car elles demeurent de fait isolées, et l'atonie du mouvement ouvrier dans son ensemble n'incite évidemment pas à l'optimisme.

Il n'en reste pas moins que nous ne parvenons pas, malgré les coups portés et les colères qui s'expriment face aux politiques de ce gouvernement, à mobiliser en masse et à faire converger les résistances et les luttes même si des tentatives existent comme ce fut le cas par exemple de l'appel de la CGT TUI sur les suppressions d'emplois. La principale raison est évidemment la situation sanitaire, la peur qu'elle entraîne mais aussi le contexte sécuritaire, les violences policières, la répression et les lois liberticides qui servent parfaitement les intérêts du patronat et du pouvoir.

#### NE PAS ATTENDRE 2022

La situation est aussi marquée par la prochaine élection présidentielle qui s'approche à grands pas. La méfiance envers la classe politique dans son ensemble, reste très importante et l'abstention risque d'être très élevée. C'est pour cela que, 416 jours avant le premier tour, beaucoup de monde désormais à gauche, à droite, à l'extrême droite n'ont que ce seul horizon y compris Macron. Ce dernier semble être préoccupé par la seule question de savoir comment sauver sa candidature. En effet, il sait pertinemment qu'il aura du mal à profiter comme en 2017 du vide politique provoqué par l'usure de l'alternance gauche-droite et ne pourra pas refaire le coup du renouvellement et du « ni gauche-ni droite ». D'où depuis quelques semaines, des discussions très discrètes avec la « gauche » et la « droite » parlementaire mais aussi depuis quelques jours des ministres qui nous rappellent, dans tous les médias, qu'ils sont de « gauche » comme Schiappa, Borne ou encore Attal. Bref les guignols sont toujours là. Et, cerise sur le gâteau, avant même que tout cela soit commencé, on nous promet d'ores et déjà un second tour Macron - Le Pen.

Pour notre part, nous refusons ce calendrier, selon lequel les solutions viendraient des urnes pour imposer une alternative et d'autres choix. Au vu des urgences sociales, sanitaires et

écologiques, l'urgence est à la construction d'une riposte unitaire pour mettre un coup d'arrêt aux politiques libérales, liberticides, racistes de ce gouvernement. La priorité du mouvement ouvrier est d'œuvrer à convertir la colère et la radicalité qui se sont exprimées ces dernières années à travers les Gilets jaunes, le mouvement des retraites, les luttes contre le racisme et les violences policières, les luttes pour le climat, les luttes féministes... en expériences de solidarités concrètes et en luttes victorieuses.

#### UNE CAMPAGNE UNITAIRE ANTIGOUVERNEMENTALE GLOBALE, UN PLAN D'URGENCE ANTICAPITALISTE, MAINTENANT !

Face à ce gouvernement, il est impératif de construire une campagne unitaire, massive, antigouvernementale. Ces derniers mois, de nombreuses campagnes unitaires thématiques ont eu lieu comme celle contre la sécurité globale, contre la loi « séparatisme », contre les suppressions d'emplois et plus récemment celle autour de l'appel « Brevets sur les vaccins anti-covid, stop. Réquisition ! ».

Ces initiatives sont de très bonnes nouvelles mais face à ce gouvernement, il nous faut aller plus loin et faire converger toutes les colères, les résistances, les mobilisations et créer une campagne globale contre ce gouvernement autour d'un plan d'urgence. Il articulerait différentes dimensions.

Premièrement, les dimensions sanitaires : pour des créations massives d'emplois dans le secteur de la santé et de l'Éducation nationale, la réquisition des entreprises des sociétés pharmaceutiques, producteurs de tests, vaccins et masques, la mise en place d'une politique de vaccination transparente et massive qui mette fin aux brevets dans l'industrie pharmaceutique ...).

Deuxièmement, sur le plan de l'emploi : pour la défense de l'emploi, il faut imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, le partage du temps de travail sans perte de salaire, la création d'un million d'emplois dans la fonction publique.

Troisièmement, les dimensions économique et écologique : nous devons imposer l'annulation de la dette, une planification écologique avec la

sortie des énergies fossiles, une transition de la production pour abandonner les productions jugées inutiles, l'arrêt de la course aux profits dans l'agro-alimentaire, qui facilite la circulation des virus.

Enfin, il faut répondre à l'urgence que vivent les populations les plus opprimées, notamment dans le cadre des réponses répressives à la crise sanitaire, comme l'illustre la situation catastrophique de la jeunesse aujourd'hui : avec l'instauration d'un pré-salaire pour les jeunes, la lutte contre toutes les oppressions avec la régularisation des sans-papiers et l'ouverture des frontières, la fin de l'impunité policière, l'égalité femmes-hommes en particulier sur le terrain économique ; l'abrogation des lois liberticides et racistes.

Au-delà, pour répondre à cette crise inédite et globale du capitalisme, il y a urgence à construire une alternative. D'autant que les échecs du gouvernement préparent une nouvelle montée de l'extrême droite qui n'aura qu'à se saisir des outils juridiques mis en place pour amplifier la répression et les politiques racistes et antisociales. L'heure est au regroupement, entre toutes les organisations, les collectifs interprofessionnels (en particulier ceux construits contre la réforme des retraites ou les lois liberticides), pour discuter de comment stopper cette crise et unifier notre camp social, pour reconstruire un rapport de forces favorable au monde du travail. Nous ne pouvons pas accepter l'alternative Macron ou Le Pen, car elle aboutira à toujours plus d'exploitation et d'oppression, dans un monde où l'alternative « socialisme ou barbarie » apparaît de plus en plus clairement. Il n'y a pas de solution simple, il ne suffit pas de proclamer qu'on aurait le meilleur programme ou qu'on serait la meilleure organisation pour qu'une route s'ouvre pour le mouvement ouvrier et le mouvement social. Ce qui est certain, c'est que nos luttes d'aujourd'hui pèseront largement sur le contexte dans lequel l'élection présidentielle se tiendra, sur la possibilité d'une alternative anticapitaliste et révolutionnaire face à la crise globale du système et à la menace grandissante de l'extrême droite et de la barbarie. Il y a donc une véritable urgence ! □

# Le naufrage de la Centrafrique

PAR PAUL MARTIAL

*La République centrafricaine ne sort toujours pas de la plus grave crise qu'elle a connue depuis son indépendance. La politique de la France, depuis la période coloniale jusqu'à maintenant explique en partie la violence endémique qui règne en Centrafrique.*

La République centrafricaine (RCA), couramment appelée la Centrafrique, est un État d'Afrique centrale sans accès à la mer, dont la population est estimée à 4 500 000 habitants. Il est entouré par le Cameroun à l'ouest, le Tchad au nord-ouest, le Soudan au nord-est, le Soudan du Sud à l'est, la République démocratique du Congo au sud-est et la République du Congo au sud-ouest. L'agriculture représente 50 % du PIB, la RCA dispose par ailleurs de nombreuses ressources naturelles, notamment l'uranium, l'or, les diamants et le pétrole qui attirent les convoitises étrangères.

## INGÉRENCE FRANÇAISE

Le pays est devenu le terrain de jeux des milices armées et le président Touadera réussit difficilement à assoir son autorité sur la capitale Bangui. Sa réélection contestée à la présidence de la République en janvier dernier le pousse à une politique autoritaire. Dans le même temps il tisse des nouvelles alliances diplomatiques et militaires.

Peut-être plus qu'ailleurs, la présence de la France a été, jusqu'à récemment, une des plus marquées. En effet les autorités militaires et diplomatiques ont parfois géré directement le pays pourtant censé être indépendant depuis 1960. Ainsi dans les années 1980, c'est le colonel Jean-Claude Mantion, de la DGSE qui accueillait les présidents africains sur le tarmac de l'aéroport de Bangui en lieu et place du président centrafricain<sup>1</sup>.

Le soutien sans faille des gouvernements français aux dictateurs ne s'est jamais démenti. Les autorités françaises ont passé leur temps à les installer et parfois les démettre comme Bokassa. Tant que ce dernier restait dans le cadre circonscrit par la diplomatie française, toutes les frasques

lui étaient permises. Le Quai d'Orsay fermait les yeux sur les massacres, les emprisonnements et les tortures des opposants. Mais lorsqu'il a tenté d'amorcer un rapprochement avec Kadhafi en lui proposant la base militaire de Bouar, il a été viré (en 1979<sup>2</sup>).

## INSTABILITÉ POLITIQUE

Une instabilité récurrente a marqué la vie politique de la RCA. En 2012, une alliance hétéroclite composée de Centrafricains, de Tchadiens et de Soudanais soutenus officieusement par les autorités tchadiennes allait former la coalition Seleka avec à sa tête Michel Djotodia. Au mois de mars 2013 elle s'emparait du pouvoir après de violentes batailles.

François Bozizé, Président de la République de Centrafrique, qui lui-même avait pris le pouvoir lors d'un coup d'État en 2003, tenta de résister avec l'aide d'un détachement de l'armée sud-africaine. Cette présence peut surprendre mais elle s'explique aisément. La Centrafrique est un producteur de diamants de premier plan et l'Afrique du Sud a une industrie diamantaire importante, notamment avec le conglomérat De Beers. En échange d'un soutien militaire, Bozizé aurait promis au dirigeant sud-africain de l'époque Jacob Zuma des concessions minières. De plus, Zuma était soucieux de faire apparaître l'Afrique du Sud comme une puissance régionale. Occuper un terrain traditionnellement du ressort du pré carré de la France lui permettait d'afficher à bon compte une politique anti-impérialiste.

Mais ce détachement de l'armée sud-africaine fut surpris et rapidement débordé par la violence et l'acharnement des combattants de la Seleka, composée en grande partie de mercenaires avec des années de guerre derrière eux notamment au Soudan.

Le tort de Bozizé avait été de s'opposer au président tchadien Idriss Déby sur la gestion des champs de pétrole dans la région de Vakaga à la frontière entre les deux pays. En donnant à une entreprise chinoise le permis d'exploitation sur les sites de Gordil et Boromata, il a déclenché les représailles du pouvoir tchadien.

Une fois arrivés au pouvoir, les membres de la Seleka mettent à sac la capitale. Un pillage accompagné de violences qui durent des semaines, épargnant relativement le quartier commerçant et musulman du PK5 — la plupart sont des membres de la Seleka musulmans.

En réponse, des groupes d'auto-défense appelés les anti-balaka s'organisent à Bangui puis à travers le pays. Des deux côtés, les milices s'en prennent aux populations identifiant les chrétiens aux milices anti-balaka, et les musulmans à la Seleka. Les efforts méritoires déployés par les responsables religieux pour tenter de désamorcer ce début de guerre civile auront été vains.

L'armée française intervient en décembre 2013 sous mandat de l'ONU avec, au début, une stratégie des plus discutables. Elle consistait à des désarmements unilatéraux des milices, favorisant les violences de l'autre camp. L'Union africaine déploiera des troupes de plusieurs pays qui passeront sous mandat de l'ONU avec la mise en place de la MINUSCA.

Devant les pressions internationales, Michel Djotodia démissionne en janvier 2014 et un gouvernement intérimaire se met en place pour organiser des élections, qui seront remportées par Faustin-Archange Touadéra, un



ancien Premier ministre de Bozizé. Si la Seleka se dissout, les factions la composant vont se disperser à travers le pays et contrôler des régions entières.

C'est pendant la première mandature de Touadéra qu'un accord de paix va être signé entre les autorités et 14 groupes armés. Accord de paix qui sera tout théorique et n'empêchera nullement la violence de sévir sur l'ensemble de la Centrafrique.

### UN PAYS AUX MAINS DES MILICES

Si les différentes milices affublent leur nom d'organisation de termes comme « démocratique », « révolutionnaire », « front populaire », etc., il serait bien vain d'y trouver une quelconque idéologie, un programme politique, voire quelques revendications. Le but unique de ces milices est de pouvoir contrôler des portions du territoire de la Centrafrique pour en tirer des revenus. Cette économie de guerre est matérialisée par le racket exercé sur les routes principales et secondaires à l'encontre des voyageurs, ainsi que par le trafic pour ceux qui contrôlent les régions frontalières. Enfin, l'activité la plus profitable reste l'extraction de diamant ou d'or. À cette fin, les milices asservissent les populations civiles en les faisant travailler dans des conditions extrêmes.

Depuis la première mandature de Touadéra, les groupes armés se sont fragmentés, tant du côté de la Seleka que du côté des anti-balaka. Dans ce chaos, d'autres groupes se sont créés. Des alliances versatiles se forment entre les groupes pour expulser d'un territoire une milice concurrente. Des alliances nouées avec les ennemis d'hier. Ainsi, combattants de la Seleka et des anti-balaka s'allient pour mettre en coupe réglée des régions entières.

Cette fragmentation s'est aussi accompagnée d'une autonomisation des groupes. La Seleka dissoute, les groupes qui l'ont formée ont des rapports très distants avec les autorités tchadiennes.

Ce phénomène de morcellement s'accompagne d'une tendance préoccupante, l'ethnicisation des milices. Cela peut entraîner un élargissement et une accentuation de la violence, transformant les conflits des groupes armés en conflits entre communautés.

Un exemple parmi d'autres est la région de Vakaga au nord du pays où le think tank International Crisis Group note : « *Les rivalités entre groupes armés prennent une dimension communautaire, et les conséquences dépassent les frontières de la Vakaga. Face à la supériorité initiale du FPRC, le MLCJ et ses alliés ont joué la carte ethnique, mobilisant respectivement les communautés kara et goula. Cela a transformé les rivalités entre ces groupes armés en fortes tensions communautaires; le FPRC lui-même s'est scindé en deux factions, l'une rounga, l'autre goula. Les répercussions se sont fait sentir dans d'autres préfectures comme le Bamingui-Bangoran (Ndele) et la Haute Kotto (Bria), où les affrontements entre le FPRC et ses rivaux ou entre factions rounga et goula du FPRC totalisent une centaine de morts, dont des civils, depuis le début de 2020<sup>3</sup>.* »

Les violences qui se produisent poussent les populations civiles à fuir leur village. Selon les chiffres officiels, la Centrafrique comptait, fin 2020, 659 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 623 909 réfugiés dans les pays limitrophes<sup>4</sup>.

### UNE PRÉSIDENTIE ISOLÉE

Lors de sa première élection en mars 2016, Touadéra n'a pas de parti. Il doit passer des alliances et composer un gouvernement regroupant une grande partie des dirigeants politiques. Au fil du temps ils démissionnent du gouvernement et entrent en opposition. Une des questions politiques centrales tournait autour de l'accord de paix entre le gouvernement et les quatorze groupes rebelles.

Cet accord ouvrait la possibilité à des représentants de groupes armés de rentrer au gouvernement. Il prévoyait également la mise en place d'une armée mixte entre les Forces armées centrafricaines et une partie des rebelles des différents groupes, et aussi un processus de démobilisation avec des offres de reconversion professionnelle. Pour une partie de l'opposition, cet accord est vu comme une alliance de Touadéra avec les groupes armés. Les démissions successives du gouvernement ont affaibli la présidence. Touadéra a réagi en lançant sa propre organisation politique, le « Mouvement Cœurs unis ».

La politique intérieure en Centrafrique se fait largement à l'extérieur. Deux pays jouent traditionnellement un rôle majeur : le Tchad, dont les autorités considèrent que la République centrafricaine fait partie de son arrière-cour, et le Congo-Brazzaville. Son dirigeant Denis Sassou-Nguesso exerce son influence par l'entremise de nombreux relais. Ainsi, lors de la période transitoire il avait réussi à placer à la tête du pays sa candidate Catherine Samba-Panza, ancienne maire de la capitale Bangui.

Touadéra a progressivement pris ses distances vis-à-vis de ces voisins considérés comme trop envahissants. Il a tissé d'autres alliances en Afrique mais aussi à l'international.

### UNE NOUVELLE CONFIGURATION

Cette prise de distance avec le Tchad et le Congo-Brazzaville lui permet d'avoir les coudées franches dans la gestion des problèmes sécuritaires du pays. Il s'affranchit donc des manœuvres



Emmanuel Macron et Faustin-Archange Touadéra © Capture d'écran YouTube / AFP

diplomatiques et des initiatives de paix prises unilatéralement par ces pays.

L'éloignement avec la France est aussi notable. Le sujet de discorde est lié à l'embargo sur les armes vers la Centrafrique, opposable à tout le monde, y compris les forces armées centrafricaines (FACA). Ce désaccord perdure. Si la France a défendu et obtenu un assouplissement de l'embargo lors du vote au conseil de sécurité de l'ONU en juillet 2020, les autorités centrafricaines veulent une levée complète. Une position soutenue par les Russes : « Si l'embargo sur les armes a joué un rôle positif au début du conflit, il sape à présent les capacités des forces de sécurité centrafricaines alors que pendant ce temps-là les auteurs de trouble continuent de s'armer grâce à la contrebande, a argué la Fédération de Russie. Les sanctions ne sont pas un objectif en soi<sup>5</sup>. »

Lors du premier desserrement de l'embargo en 2017, les Russes en ont profité pour s'implanter dans le pays. En parallèle, Touadera a tissé des alliances avec l'Angola et le Rwanda. Ce dernier pays est opposé au rôle militaire que la France joue en Afrique depuis sa complicité dans le génocide des Tutsis en 1994.

La présence des Russes en République centrafricaine marque un retour remarqué sur le continent. C'est aussi un moyen à moindre coût de disputer l'hégémonie militaire de la France dans son pré carré traditionnel.

Officiellement ce n'est pas l'armée russe qui intervient mais une société privée nommée Wagner, qui a dépêché ses mercenaires contre des concessions minières de diamant et d'or. Cette société très proche du Kremlin encadre les forces de la sécurité présidentielle et s'occupe de la protection rapprochée de Faustin-Archange Touadéra. Ces mercenaires, pour la plupart anciens vétérans de l'armée russe, n'hésitent pas à aller au combat contre les rebelles. Les opérations sont opaques et trois journalistes russes mandatés par l'opposition ont été assassinés lors de leur enquête sur les agissements de cette société.

### UN SECOND MANDAT CHAOTIQUE

Exilé au Cameroun lors de la prise de pouvoir par la Seleka, le président déchu Bozizé est revenu au pays dans la ferme intention de concourir à l'élection présidentielle de décembre 2020.

Le Conseil constitutionnel va invalider sa candidature sur un double motif. Il est l'objet de sanctions de l'ONU et d'un mandat international pour « assassinats, détentions arbitraires et tortures ».

Au début de la campagne présidentielle, les principales factions armées ont observé une neutralité et ont laissé faire. Puis les choses ont subitement changé.

Sous l'impulsion de Bozizé, des groupes armés issus de la Seleka et des anti-balaka ont entamé un processus d'unification. Cette nouvelle organisation, la Coalition des Patriotes pour le changement, a marché sur Bangui pour prendre le pouvoir. Les rebelles ont été stoppés in extremis aux abords de Bangui par les troupes présidentielles, les Rwandais, les mercenaires russes et la MINUSCA

Essuyant une défaite, les troupes rebelles ont employé une nouvelle stratégie, l'asphyxie de la capitale avec le blocage de la RN1. Cet axe est stratégique pour la circulation des marchandises entre Bangui et le port de Douala au Cameroun. Le 21 janvier de cette année, l'armée centrafricaine, la MINUSCA, avec les Russes et les Rwandais ont desserré l'étau en s'emparant de la ville de Boda.

Mais ces victoires restent éphémères. Les rebelles esquivent les batailles frontales, se réfugient en brousse et attendent le départ des troupes gouvernementales pour réinvestir les villes perdues. Les groupes armés savent pertinemment que les forces armées centrafricaines, même avec leurs alliés, ne peuvent contrôler un pays aussi grand que la France. Une tactique qui plonge les populations déjà très pauvres dans une crise alimentaire du fait de l'augmentation drastique des prix.

Fort de son aide militaire, Touadera mène une politique de plus en plus autoritaire. Il tente de museler l'opposition politique ainsi que les organisations de la société civile. Les manifestations sont pour la plupart interdites et les opposants sont arrêtés.

En Centrafrique, il y a une continuité de la violence politique initiée lors de la période coloniale. Ces exactions ont abouti à la réduction de moitié de la population lors des vingt premières années de la colonisation<sup>6</sup>. L'indépendance factice a permis à la France de placer des présidents qui tous, ont mené des politiques de répression

et de prédation laissant un pays exsangue. Les populations continuent à en payer le lourd tribut. □

1. Denis Sassou-Nguesso, « On s'en prend à l'Afrique parce qu'elle est faible », interview dans Paris-Match, 17 décembre 2013.

2. Paul Martial, « Centrafrique : la responsabilité occultée de la France », *afriquesenlutte.org*, 7 octobre 2014.

3. International Crisis Group (ICG), « Réduire les tensions électorales en République centrafricaine », rapport Afrique n°296, 10 décembre 2020.

4. MINUSCA, rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine, S/2020/994, 12 octobre 2020.

5. ONU, « RCA : le Conseil de sécurité renouvelle d'un an l'embargo sur les armes tout en créant une dérogation pour les lance-roquettes », 28 juillet 2020, *news.un.org*

6. Marc Lavergne, « Résoudre un conflit sans en chercher les causes ? La RCA entre imposture et amnésie », 2014.

### Quelques repères chronologiques

- 1889 : début de la colonisation qui sera une des plus violentes de l'histoire coloniale française
- 1960 : indépendance et succession de dictateurs tous soutenus par la France occasionnant coups d'États, guerre civile et politiques ethnicistes
- 1979 : intervention de la France avec l'opération Barracuda : Bokassa est destitué
- 1996 : opération française Furet/Almandin 1 puis Almandin 2
- 1997 : opération Almandin 3 en représailles contre des combattants centrafricains suite à la mort de deux soldats français
- 2003 : opération Boali pour soutenir le Président Bozizé
- 2006 : intervention de l'armée française contre les rebelles de l'UFDR dans la ville de Birao
- 2007 : nouvelle intervention contre l'UFDR
- 2013 : la coalition Seleka, soutenue par le Tchad, renverse Bozizé et prend le pouvoir, mettant à sac la capitale ; des milices d'autodéfense se créent, les anti-balaka
- 2013 : en décembre, intervention de la France avec l'opération Sangaris
- 2014 : Michel Djotodia, à la tête de la Seleka, démissionne, le pouvoir temporaire est assuré par Catherine Samba-Panza, ancienne maire de Bangui
- 2016 : élection de Faustin-Archange Touadéra
- 2019 : accords de paix entre le gouvernement et 14 groupes armés
- 2020 : réélection de Faustin-Archange Touadéra contestée par l'opposition

# Syrie: 10 ans après le soulèvement populaire

PAR JOSEPH DAHER

*Près de 10 ans après le début du soulèvement populaire syrien, le régime règne désormais sur plus de 70 % du territoire. Aidé par la Russie, l'Iran, le Hezbollah libanais et d'autres milices confessionnelles et réactionnaires, Damas a écrasé le soulèvement populaire initial et a largement remporté ce qui s'est progressivement transformé au cours des années en une guerre régionale et internationale. Cependant, le régime syrien fait face à d'énormes défis socio-économiques qui sont loin d'être surmontés.*

La situation est plus que catastrophique pour les classes populaires en Syrie. Le taux de pauvreté global dépasse les 85 %. En février 2021, le Programme alimentaire mondial des Nations unies a estimé le nombre de SyrienEs souffrant d'insécurité alimentaire à 12,4 millions, soit près de 60% de la population. Plus de la moitié de la population syrienne est également déplacée à l'intérieur ou à l'extérieur en raison des conséquences de la guerre. Ce sont plus de 6,6 millions de réfugiés et plus de 6,1 millions de déplacés internes, alors qu'une infime partie seulement des réfugiés est retournée en Syrie.

Le déclenchement de la crise du Covid-19 à la fin mars 2020 a encore aggravé la situation socio-économique critique de la grande majorité des SyrienEs. Le régime Assad a également détruit d'innombrables hôpitaux, laissant un système de santé délabré et sous-financé, privé de nombreux médicaments et de fournitures médicales, en raison notamment des sanctions internationales. Les destructions causées par le conflit, en grande partie les ravages de la répression du régime Assad et ses alliés, sont énormes, et se reflètent par la diminution spectaculaire du PIB, de 60,2 milliards de dollars US en 2010 à environ 21,6 milliards en 2019, tandis que le total des pertes économiques accumulées pendant le conflit est estimé à 530,1 milliards de dollars.

## RACINES DE LA RÉVOLTE POPULAIRE

Les racines de la révolte populaire en Syrie, et plus généralement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MOAN), résident dans l'absence de démocratie et dans l'incapacité de l'économie politique du pays à répondre aux aspirations

classes populaires.

Bachar al-Assad a consolidé la patrimonialisation du régime en concentrant le pouvoir dans les mains de sa famille et sa clique dans la décennie qui a précédé l'explosion de la crise révolutionnaire, avec en outre une accélération de politiques néolibérales profitant à une minorité d'hommes d'affaires liés au régime. Pour les classes populaires, exclues de ces butins, cela a entraîné une migration de la main-d'œuvre qualifiée et des taux massifs de chômage et de sous-emploi, en particulier chez les jeunes. Le pourcentage de SyrienEs vivant en dessous du seuil de pauvreté était de 33 % en 2010, ce qui représentait environ 7 millions de personnes, et 30 % étaient juste au-dessus de ce niveau, alors que le nombre de SyrienEs vivaient sous le seuil de pauvreté en 2000 était de 14 %.. L'appauvrissement croissant des masses, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales toujours plus importantes, a préparé le terrain pour l'insurrection populaire, qui n'a eu besoin que d'une étincelle. Laquelle a été fournie par les révoltes populaires en Tunisie et en Égypte. Elles ont encouragé les classes populaires d'autres pays à se soulever. En Syrie, de larges segments de la population sont descendus dans la rue avec les mêmes exigences que celles portées par d'autres révoltes : liberté, dignité, démocratie, justice sociale et égalité.

Dans les premières années du soulèvement, le mouvement de protestation syrien a créé des institutions alternatives à l'État existant, à la suite de la disparition de l'autorité de l'État dans certaines régions. Les manifestantEs ont créé des comités de coordination locales et des conseils locaux, fournissant des services

à la population locale et coordonnant le mouvement de contestation populaire. Dans les territoires libérés, les révolutionnaires ont créé une situation proche du double pouvoir contestant le pouvoir du régime. Bien sûr, nous ne devons pas romantiser cette phase, des limites existaient. Ces nouvelles structures de pouvoir ne représentaient pas une forme d'alternative sociale révolutionnaire aux structures politiques et économiques existantes du capitalisme syrien, et présentaient des limites en termes de système alternatif d'autonomie démocratique. Il y a eu des problèmes, en particulier la sous-représentation des femmes ainsi que des minorités ethniques et religieuses. Néanmoins, les comités et les conseils ont réussi à former une alternative politique qui attirait de larges segments de la population.

En même temps, des groupes armés sous la bannière de l'Armée syrienne libre (ASL, FSA en anglais) se sont développés tout au long de 2011 et 2012. La militarisation a été largement motivée par la violente répression du régime, poussant des secteurs de l'opposition à avoir recours à la légitime défense armée. L'ASL n'a jamais agi comme une institution unifiée et s'est caractérisé par son pluralisme dans les premières années du soulèvement. Cependant, cette absence de centralisation et d'un leadership politique enraciné pour tenter de coordonner et fédérer les divers groupes armés de l'ASL autour d'un programme politique commun a très rapidement constitué un problème et a laissé la porte ouverte aux manipulations de pays étrangers. L'ASL a progressivement été affaiblie et marginalisée au cours des années face à la guerre et à la répression du régime syrien (et

parfois des attaques des groupes djihadistes), le manque de soutien organisé, et la division de ces réseaux en multiples groupes distincts. Avec l'affaiblissement des forces de l'ASL, les groupes restants se sont transformés en proxys d'États étrangers, en particulier la Turquie dans le nord du pays, et/ou sont tombés sous la domination des forces fondamentalistes islamiques et djihadistes.

### LES FORCES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

Ces organes démocratiques ont été progressivement sapés par plusieurs forces contre-révolutionnaires. La première et la plus importante d'entre elles a bien sûr été le régime despotique des Assad, qui visait à écraser militairement le soulèvement populaire.

Ce régime reste la menace la plus importante pour les classes populaires syriennes. La résilience du régime était enracinée dans la mobilisation de sa base populaire par le biais de relations confessionnelles, tribales, régionales et clientélistes, ainsi que dans le soutien étranger massif de ses alliés.

La deuxième force contre-révolutionnaire, ce sont les organisations militaires fondamentalistes islamiques et djihadistes. Ces organisations n'avaient pas les mêmes capacités destructrices que l'appareil d'État des Assad, mais elles s'opposaient radicalement aux demandes et objectifs initiaux du soulèvement populaire, attaquaient les éléments démocratiques du mouvement de contestation et cherchaient à imposer un nouveau système politique autoritaire et exclusif.

Enfin, les puissances régionales et les États impérialistes internationaux ont constitué la troisième force contre-révolutionnaire. L'assistance fournie par les alliés de Damas, la Russie, l'Iran et le Hezbollah, en plus des milices fondamentalistes islamiques chiites étrangères parainées par Téhéran, a offert au régime un soutien crucial – politique, économique et militaire – qui lui a permis de survivre. Ces forces régionales considéraient le mouvement de protestation populaire en Syrie et la possible chute du régime des Assad comme une menace pour leurs intérêts géopolitiques. À mesure qu'ils augmentaient leur influence sur la société et l'État du pays, Téhéran et Moscou, en particulier, se sont davantage investis dans la survie du régime, dans l'exploitation de certaines de ses ressources naturelles et dans l'extension de leurs influences économiques dans le pays.

Contre ces acteurs, les prétendus « amis de la Syrie » (Arabie saoudite, Qatar et

Turquie) ont constitué une autre force internationale de la contre-révolution. Ils ont soutenu la plupart des groupes fondamentalistes islamiques réactionnaires, ont contribué à transformer le soulèvement populaire en une guerre confessionnelle/ethnique, et à chaque étape se sont opposés au soulèvement démocratique par crainte qu'il ne constitue une menace potentielle pour leurs propres régimes autocratiques.

Les États occidentaux, sous la direction des États-Unis, ne voulaient pas non plus voir de changement radical en Syrie et ont rejeté tout plan visant à aider les forces armées démocratiques combattant pour renverser Assad. La politique américaine s'est concentrée sur la stabilisation du régime et ce qu'ils ont appelé « War on Terror », guerre contre le terrorisme, contre l'État islamique.

Malgré les divisions entre les différents acteurs régionaux et internationaux, ils étaient tous unis contre le soulèvement et

la montée des tensions ethniques arabes et kurdes au fil des années et de la transformation progressive du soulèvement populaire en conflit armé.

De son côté, le Partiya Yekitiya Demokrat (PYD ou le Parti de l'Union démocratique), qui est issu historiquement et idéologiquement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) créé en Turquie, avec l'attitude bienveillante initiale du régime syrien, a acquis un contrôle accru sur la scène politique kurde en Syrie. Damas avait besoin de toutes ses forces armées pour réprimer les manifestations dans le reste du pays et ne voulait pas ouvrir un nouveau front militaire, bien qu'il ait maintenu une présence limitée dans certaines villes, comme Qamishli et Hasakah.

Le PYD a également pu profiter des divisions entre les différents acteurs régionaux et internationaux intervenant en Syrie, notamment en recevant l'aide des États-Unis (et dans une moindre mesure de la Russie) pour faire



visaient tous à empêcher sa propagation au-delà des frontières du pays.

### LA QUESTION DU ROJAVA ET LA RÉVOLUTION SYRIENNE

Au début de de l'éruption du processus révolutionnaire en Syrie en mars 2011, les manifestants kurdes se sont initialement organisés de manière similaire que dans d'autres régions du pays grâce à la création des Comités de coordination locale (CCL) et d'autres groupements de jeunes issus des différentes composantes de la population syrienne. Cependant, la collaboration entre les divers comités de coordination arabes et kurdes s'est progressivement affaiblie, avant de cesser, en raison des divisions de plus en plus importantes au sein du mouvement de protestation populaire et des désaccords toujours plus profonds avec les groupes d'opposition arabes syriens, ainsi que de

avancer ses propres intérêts politiques. Cependant, ce soutien d'acteurs étrangers s'est estompé avec le temps, ou du moins a semblé moins solide. L'autonomie du PYD sur de larges régions du nord-est de la Syrie est devenue un point de discord fréquent entre de nombreux acteurs locaux et régionaux, en particulier de la Turquie d'Erdogan qui poursuit sa guerre contre l'autodétermination kurde dans les pays avoisinants. Cela s'est manifesté particulièrement lors de l'invasion armée par les forces armées turques, assistées par des groupes de l'opposition armée syriennes, majoritairement fondamentalistes islamiques, tombées progressivement complètement à la solde du gouvernement d'Ankara,

contre la région d'Afrin en janvier 2018. Près de 200 000 personnes ont été forcées de quitter leurs maisons en raison de l'opération militaire turque et de l'occupation qui a suivi, tandis que les violations de droits humains se poursuivent contre les populations locales. En octobre 2019, la Turquie a lancé une nouvelle opération militaire, réconfortée par le fait que le gouvernement étatsunien ne la contesterait pas sur le terrain. Son objectif était d'évincer les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par le PYD, de la bande frontalière turque et d'y établir une dite «zone de sécurité», dans laquelle il était également prévu de déplacer et de réinstaller une partie de la population de réfugiés syriens résidant actuellement en Turquie.

En même temps, Damas refuse d'accorder toute forme de concession aux autorités dominées par le PYD dans le Nord-est, en particulier toute forme d'autonomie minimale. La rhétorique hostile des médias étatiques syriens et les manœuvres politiques du régime syrien contre les FDS n'ont au contraire cessé de croître depuis lors, pour miner de plus en plus son autonomie.

Le PYD a ainsi saisi le soulèvement comme une opportunité pour devenir l'acteur politique kurde dominant en Syrie. Les zones gouvernées par le PYD ont été saluées pour leur inclusion et leur participation des femmes dans tous les secteurs de la société, y compris la lutte militaire, la laïcisation des lois et des institutions et, dans une certaine mesure, l'intégration et la participation de diverses minorités ethniques et religieuses. Cependant, les pratiques autoritaires des forces du PYD contre des acteurs politiques kurdes rivaux et des militants d'autres communautés ont été critiquées. De même, certaines pratiques discriminatoires et/ou sécuritaires contre des segments de la population arabe dans certaines zones sous son contrôle ont été la source de critiques.

#### **FAIBLESSES SUBJECTIVES À GAUCHE**

Les différents acteurs contre-révolutionnaires ont tous contribué à écraser le soulèvement populaire syrien. Si nous ne devons pas hésiter à désigner ces forces comme responsables de la défaite, nous devons également examiner et critiquer les erreurs et les carences de l'opposition syrienne.

L'un des problèmes les plus importants de l'opposition était l'alliance erronée poursuivie par des démocrates et certains à gauche avec le mouvement des Frères musulmans et d'autres groupes fondamentalistes islamiques et leurs soutiens internationaux, qui s'opposaient aux exigences démocratiques fondamentales du soulèvement, en particulier celles des femmes, des minorités religieuses et ethniques. Cette alliance erronée a contribué à briser le caractère inclusif du mouvement populaire initial en Syrie. Ce problème existait avant le soulèvement populaire, mais est apparu plus clairement avec son déclenchement.

Les divers groupes de gauche étaient trop faibles après des décennies de répression du régime pour constituer un pôle indépendant démocratique et progressiste organisé. En conséquence, l'opposition au régime des Assad n'a pas réussi à présenter une alternative politique viable capable de galvaniser les classes populaires et les groupes opprimés.

L'absence de réponse à certaines questions s'est notamment manifestée sur deux points principaux : les femmes et les Kurdes. Dans les deux cas, de larges pans de l'opposition syrienne ont reproduit des politiques discriminatoires et d'exclusion contre ces deux secteurs, aliénant des forces clés qui auraient été cruciales pour l'unité contre le régime.

Pour l'emporter face au régime des Assad, l'opposition aurait dû combiner les luttes contre l'autocratie, l'exploitation et l'oppression. Si elle avait développé des revendications démocratiques ainsi que des revendications pour toutes et tous les travailleurEs et pour l'autodétermination kurde et la libération des femmes, l'opposition aurait été dans des positions beaucoup plus solides pour construire une solidarité plus profonde et plus étendue entre les différentes forces sociales au sein de la révolution syrienne.

Une autre faiblesse de l'opposition était le faible développement d'organisation de classe et d'organisation politique progressiste de masse. Les révoltes populaires en Tunisie et au Soudan ont démontré l'importance d'une organisation syndicale de masse comme l'UGTT tunisienne et les associations professionnelles soudanaises pour permettre des luttes de masses coordonnées réussies.

De même, les organisations féministes de masse ont joué un rôle particulièrement important en Tunisie et au Soudan pour la promotion des droits des femmes et l'obtention de droits démocratiques

et socioéconomiques, même si ceux-ci restent fragiles et ne sont pas pleinement consolidés. Les révolutionnaires syriens n'avaient pas ces forces organisées de masse en place ou au même niveau d'organisations de masse, ce qui a affaibli le mouvement, et elles seront essentielles à construire pour les luttes futures.

#### **QUELLES PERSPECTIVES POUR LA SYRIE ?**

Le soulèvement populaire débuté en Syrie en 2011, comme ceux de la région du Moyen-Orient-Afrique du Nord, est un processus révolutionnaire prolongé à long terme. Il peut passer par des phases de fortes mobilisations populaires et de défaites, suivies de nouveaux soulèvements révolutionnaires. En Syrie, les conditions qui ont conduit au soulèvement populaire sont toujours présentes, et le régime a non seulement été incapable de les résoudre mais les a en fait exacerbées.

Damas et d'autres capitales régionales estiment qu'elles peuvent maintenir leurs dominations despotiques en recourant en permanence à une violence massive contre leurs populations. Cela est voué à l'échec, et on peut s'attendre à de nouvelles explosions de protestations populaires.

Malgré tout le soutien de ses alliés étrangers, le régime Assad, en dépit de toute sa résilience, fait face à des problèmes insolubles. Son incapacité à résoudre les graves problèmes socioéconomiques du pays, combinée à sa répression incessante, a provoqué des critiques et de nouvelles protestations.

Au cours de l'année 2020 et au début de l'année 2021, diverses manifestations ont eu lieu pour dénoncer les problèmes économiques et la cherté de la vie. Cependant, ces conditions ne se traduisent pas automatiquement en opportunités politiques, en particulier après plus de neuf ans d'une guerre destructrice et meurtrière. L'absence d'une opposition politique syrienne structurée, indépendante, démocratique, progressiste et inclusive, qui pourrait attirer les classes les plus pauvres, a rendu difficile pour divers secteurs de la population de s'unir et de défier le régime à nouveau et à l'échelle nationale.

Tel est le principal défi. Dans des conditions difficiles de répression, de paupérisation intense et de dislocation sociale, une alternative politique progressiste doit malgré tout être organisée dans l'expression locale de ces résistances. □

# « Islamo-gauchisme » : réflexions théoriques et politiques sur la recherche

PAR HÉLÈNE MARRA

*La politique managériale et autoritaire de l'Enseignement supérieur et de la recherche a atteint un paroxysme avec la récente offensive de Frédérique Vidal autour de l'« islamo-gauchisme ». La campagne menée par le gouvernement à l'aide de ce nouveau mot-valise permet non seulement de stigmatiser et surveiller certains courants des sciences sociales mais il constitue également un enjeu politique et stratégique.*

La campagne contre l'« islamo-gauchisme » permet en effet de déplacer l'attention des échecs de la gestion macronienne de la pandémie et de l'état de paupérisation de nombreux et nombreuses étudiantEs, vers une campagne de diffamation visant la classe intellectuelle et, plus largement, les musulmanEs et les courants politiques (FI et NPA essentiellement) qui, à des degrés divers, refusent le consensus sur ces questions.

Cet article essaie de mettre en perspective plusieurs aspects de la polémique autour de l'« islamo-gauchisme » : à la fois les questions internes à la recherche et les relations que celle-ci entretient avec la société, le capitalisme et l'état de la lutte des classes.

## LA RECHERCHE : ENTRE ASPIRATION CRITIQUE ET CONSERVATION

En ce qui concerne la recherche, notre position fondamentale correspond à celle énoncée par Trotsky au sujet de l'art : « Toute licence en art », qui, traduite dans le domaine scientifique, signifie qu'il n'y a pas de sujet interdit pour la recherche. Les sciences sociales ont précisément comme objectif celui de questionner les phénomènes sociaux, d'interroger ce qui semble être évident et allant de soi, afin de dévoiler les constructions, les tensions et les contradictions de l'ordre social. Cela peut et, à notre sens, doit, inclure une interrogation sur les relations de pouvoir.

Les formulations de la sociologie critique ne font toutefois pas l'unanimité dans le monde académique. L'histoire est d'ailleurs riche d'exemples démontrant que les productions scientifiques peuvent être orientées d'une manière à justifier des thèses définies a priori. Nous pouvons mentionner, à ce propos, les « recherches »

racialistes de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècles qui visaient surtout à affirmer la supériorité des Blancs « caucasiens », ou encore les travaux archéologiques conduits dans certains pays qui ont comme objectif de justifier une thèse sur le « premier occupant » d'un territoire (Israël, Azerbaïdjan...). Le savant et sa science sont généralement intégrés à l'appareil social et le résultat du travail scientifique peut donc constituer un facteur d'auto-conservation de l'ordre établi. À ce propos, la définition de la Théorie critique proposée par M. Horkheimer est éclairante : ce qui distingue la théorie critique de la théorie traditionnelle n'est pas son objet mais c'est avant tout son sujet. « Les catégories créées par Marx : classe, exploitation, plus-value, profit, paupérisation, effondrement, sont des facteurs d'un ensemble conceptuel dont le sens ne doit pas être recherché dans la reproduction de la société telle qu'elle est, mais au contraire dans la modification et la correction de ce qu'elle a d'aberrant »<sup>1</sup>. Dans cette perspective, l'approche critique vise à transformer la réalité et non pas seulement à l'analyser. Ce qui présuppose que les chercheurEs soient soucieux de la façon dont leurs productions sont reçues et appropriées par les acteurs sociaux et doivent pouvoir concevoir leur travail intellectuel à partir de la prise qu'il peut avoir sur son époque et sur l'état des choses existant.

## LES BIAIS MÉTHODOLOGIQUES

La recherche peut aussi être biaisée par un manque de transparence sur la méthodologie et le choix des sources. Cet écueil est évident dans le cadre des recherches historiques pour lesquelles la sélection des sources est un élément déterminant l'orientation de la recherche. La façon

dont on met en relief des éléments tout en en négligeant d'autres a une incidence sur l'objet de recherche, qui est donc toujours le fruit d'une construction. Si cela n'invalide pas le travail de recherche, cela permet de questionner la prétention de neutralité et la croyance aveugle dans l'empirisme. Un terrain de recherche ne parle pas tout seul, il est investi et donc aussi modelé par les chercheurEs. Ainsi, en sociologie, tant la méthode du questionnaire que la méthode de l'entretien ne sont pas exemptes de risques de biais (formulation des questions, représentativité de l'échantillon utilisé, méthodes d'interrogation, connaissance du sujet et volonté de se conformer aux règles du jeu social de la part de l'enquêtéE...).

## ENGAGEMENT ET RECHERCHE

L'un des éléments de l'offensive réactionnaire actuelle est l'accusation faite à certainEs chercheurEs d'être — par ailleurs — des personnalités engagées dans le champ social, voire le champ politique. Une accusation qui fait évidemment fi de l'engagement très à droite de certains des universitaires pourfendeurs de l'« islamo-gauchisme », et qui ignore surtout la nature particulière du « savoir engagé », lequel ne renonce nullement à la scientificité au profit de l'idéologie mais entend au contraire mettre la recherche scientifique au service de l'engagement. Pierre Bourdieu expliquait ainsi : « Il y a dans la tête de la plupart des gens cultivés, surtout en science sociale, une dichotomie qui me paraît tout à fait funeste : la dichotomie entre scholarship et commitment — entre



ceux qui se consacrent au travail scientifique, qui est fait selon des méthodes savantes à l'intention d'autres savants, et ceux qui s'engagent et portent au dehors leur savoir. L'opposition est artificielle et, en fait, il faut être un savant autonome qui travaille selon les règles du *scholarship* pour pouvoir produire un savoir engagé, c'est-à-dire un *scholarship with commitment*. Il faut, pour être un vrai savant engagé, légitimement engagé, engager un savoir. Et ce savoir ne s'acquiert que dans le travail savant, soumis aux règles de la communauté savante.»<sup>2</sup>

Nulle contradiction entre recherche et engagement tant que les chercheurEs s'astreignent à respecter un certain nombre de critères essentiels de la démarche scientifique, et qu'ils et elles soumettent leurs travaux au jugement de leurs pairs. Et si la «neutralité» scientifique est un mythe, il n'en va pas de même de l'aspiration à toujours tendre vers l'objectivité, au sens que lui a donné Paul Ricœur : «L'objectivité ici doit être prise en son sens étymologique strict : est objectif ce que la pensée méthodique a élaboré, mis en ordre, compris et ce qu'elle peut ainsi faire comprendre»<sup>3</sup>.

#### RECHERCHE ET MOUVEMENT(S)

Les recherches critiques ne sont pas détachées des conditions historiques et politiques dans lesquelles elles sont produites. Leur relation au social et au politique, leurs préoccupations et approches varient en

fonction des capacités des forces sociales et de l'état de la lutte des classes. Les années 1960 et 1970 ont été marquées par la montée de mouvements d'émancipation qui ont permis une articulation particulière entre le savoir critique et la praxis politique.

La figure du savant apparaît désormais déconnectée de la société et sa production est souvent peu connue ou mal comprise à l'extérieur de son champ social. Ainsi, dans l'actuel contexte de fractionnement et d'éclatement des luttes, la recherche semble refléter ces mêmes phénomènes en se recentrant sur des catégories spécifiques, pouvant être sur-déterminées en dépit des programmes attentifs aux articulations et interdépendances entre les différentes dimensions du social. Cette fragmentation traduit certainement aussi les tendances au repli et à la valorisation d'identités de «groupe d'origine» (que cette origine soit réelle, mythique ou assignée). Celles-ci sont exacerbées par la crise du capitalisme, les processus d'individualisation des sociétés modernes et la conséquente liquéfaction des repères et des relais collectifs. Certaines de ces valorisations identitaires sont autocentrées et ne s'accompagnent pas d'une volonté d'influencer les comportements des non-membres du groupe, même si des contraintes plus ou moins importantes peuvent être exercées sur ses membres (en France, par exemple, les Tamouls ont une forte identité collective et sont structurés religieusement et politiquement mais ne prétendent pas peser sur la société).

D'autres valorisations identitaires sont

tournées non seulement vers l'intérieur du groupe mais vers l'ensemble de la société. La plus importante est, bien sûr, celle des «Français de souche» qui a conduit, au fil de l'Histoire, à des discriminations et des violences massives contre d'autres groupes (Italiens, Juifs, Arabes...), et perdure aujourd'hui d'autant que les politiques ne cessent de revenir sur l'«identité nationale».

Les groupes marginalisés et discriminés peuvent s'engager dans des luttes émancipatrices visant la revalorisation de leurs identités méprisées, qui peuvent dans certaines circonstances faire l'objet de tentatives d'instrumentalisations réactionnaires (fondamentalismes religieux, nationalismes ethniques, etc.). Pour certains observateurs, ces luttes sont intimement liées aux registres et aux dynamiques asymétriques de la visibilité et du droit à la prise de parole dans l'espace public<sup>4</sup>. Le comité «Justice pour Adama», par exemple, élabore des stratégies de mise en visibilité dans l'espace public des personnes racisées, de leurs corps et visages, de leur façon de vivre et faire communauté. Ces mouvements, de par leur capacité à créer des convergences avec d'autres acteurs en lutte<sup>5</sup> et à articuler la dimension de la justice raciale avec celle de la justice sociale, jouent un rôle central dans la critique du capitalisme. À l'instar de Daniel Bensaid, nous les considérons comme un «point de départ», et non pas comme un point final, «pour aller vers l'autre, pour tisser des liens, pour recréer des rapports de solidarité articulés à un horizon d'universalité commune»<sup>6</sup>. □

## Classe, genre, race : où va la critique ?

PAR HÉLÈNE MARRA

*En structurant les rapports de production et les relations dans les sociétés capitalistes, les concepts de «classe», «race» et «genre» constituent des catégories centrales de la critique sociale.*

Certains courants ont toutefois peine à gagner une légitimité et un espace dans le monde académique. C'est le cas notamment des études de genre.

#### LES ÉTUDES DE GENRE EN DÉBAT

En utilisant d'une manière provocatrice le terme anglo-saxon, Marion Coulomb-Gully déclare que la France a été longtemps «gender-blind»<sup>7</sup>. Aujourd'hui, les travaux de Judith Butler, ayant porté une réflexion sur la dimension «performative» du genre et sur ses formes de subversion, sont traduits et

cités par les chercheurEs francophones. De nombreuses études se saisissent de la catégorie du genre qui a désormais trouvé une place dans les programmes et les axes de recherche des laboratoires.

Le développement de ces courants est également lié à l'état des conflits sociaux. CertainEs chercheurEs affirment à ce propos que l'instrumentalisation de l'expression «théorie du genre» à partir de 2011 témoigne «d'une radicalisation des positions, avec la montée d'une panique morale exprimant l'inquiétude de voir

disparaître l'altérité sexuelle et les rôles sociaux qui lui sont liés»<sup>8</sup>.

Nous défendons l'idée qu'une théorie de la société se doit, entre autres, de révéler les relations de domination masculine et de subordination féminine. Loin de constituer un bloc cohésif, les études de genre, comme d'ailleurs les pensées et les mouvements féministes, sont extrêmement hétérogènes.

Une divergence saillante est constituée par la façon dont elles interprètent l'héritage du marxisme ainsi que la définition

qu'elles offrent du capitalisme contemporain. À ce propos, il est intéressant de reprendre le débat entre Judith Butler et Nancy Fraser<sup>9</sup>. Selon Butler, l'ordonnement hétéronormatif de la société est crucial pour le fonctionnement de l'économie politique et fait donc partie de la structure économique. L'auteure en déduit que les luttes contre l'hétéronormativité menacent la viabilité du système capitaliste. Selon Fraser, si les discriminations de genre impliquent des conséquences économiques et matérielles, le lien entre le mode d'ordonnement sexuel et l'ordre des relations économiques, orienté vers l'accumulation de la plus-value, est plutôt lâche. Cela n'implique pas une dépréciation des luttes contre l'hétéronormativité. Prétendre toutefois que les luttes sexuelles sont économiques par définition et qu'elles impliquent une lutte contre l'exploitation crée l'impression trompeuse qu'elles convergent automatiquement et affaiblit notre capacité politique à les faire coopérer.

#### LA MATRICE DES «CULTURAL STUDIES»

À en croire Pierre-André Taguieff, le chercheur auquel on attribue la paternité du mot «islamogauchiste», les approches décoloniales seraient devenues les fondements d'une «*vague d'intolérance et les justifications de pratiques de censure visant à détruire l'héritage intellectuel et culturel occidental*»<sup>10</sup>. Selon lui, les approches «indigénistes» et intersectionnelles se développeraient en conséquence du déclin du marxisme et cela bien que le marxisme en constitue, au moins au début, la matrice principale.

Les courants ciblés par la ministre de l'ESR sont en effet des approches critiques initiées par la tradition des *Cultural Studies* de Birmingham. Ceux-ci entretiennent des relations variables avec le marxisme dont ils souhaitent dépasser les interprétations economicistes. Ils s'intéressent ainsi à la matérialité de la culture, à l'articulation entre genre, classe et race ainsi qu'à l'analyse des évolutions conjointes du capitalisme, du colonialisme et du patriarcat<sup>11</sup>. Ces travaux s'appuient souvent sur la notion de «conscience subalterne» en élargissant le concept d'Antonio Gramsci pour le transposer aux processus de construction des identités post-coloniales, sexuelles ou de genre. Certaines études décoloniales par exemple essaient de retracer des formes et des expériences de résistance qui sont souvent négligées par les théories considérées comme eurocentriques. Précurseur, le travail de Frantz Fanon sur les *Damnés de*

*la Terre* est devenu un manifeste de la lutte anticoloniale.

Parmi les fondateurs du CCCS (*Centre of Contemporary Cultural Studies*), on retrouve des personnalités de la *New Left* telles que Richard Hoggart, Edward P. Thompson, Raymond Williams ou Stuart Hall. En 1957, Hoggart publie un livre fondateur pour son courant<sup>12</sup>. Lui-même issu des classes populaires, il étudie l'influence de la culture de masse sur la classe ouvrière et parvient à une conclusion qui rompt avec le savoir critique de l'époque : l'influence des produits de l'industrie culturelle sur les classes populaires serait surestimée car celles-ci préservent une vision du monde qui s'appuie sur l'expérience de l'exploitation et sur des croyances anciennes. C'est le début d'une nouvelle tradition qui verra, «*dans les éléments de la culture, de la classe et après du genre, et de l'ethnicité, des formes de résistance à l'influence de la culture de masse et à l'idéologie dominante*»<sup>13</sup>. En se nourrissant de la French Theory (R. Barthes, J. Baudrillard, L. Althusser...), les approches des *Cultural Studies* accordent beaucoup d'importance aux contenus idéologiques de la culture dont les valeurs et les représentations peuvent stimuler à la fois des processus d'acceptation ou de résistance au monde social.

#### RENOUER LE FIL DE LA CRITIQUE DU CAPITALISME

Le développement de ces nouvelles approches critiques correspond toutefois à un certain éloignement des processus économiques et des conflits de classe qui avaient été au centre des préoccupations des précédentes générations de chercheurEs. Cela se traduit de plus en plus par la présence de deux pôles de la critique en sciences sociales : l'un restant rattaché à une critique globale de la société capitaliste qui fonde ses études sur l'analyse du système de production et la critique de l'économie politique ; l'autre, plus attentif aux aspects liés aux cultures hégémoniques et à leurs différentes formes de manifestation, appropriation et résistance. On assiste à une sorte de «glissement» de l'étude des dispositifs de pouvoir vers les pratiques, les «manières de faire» et les formes situées, identitaires ou communautaires, de réception de la culture dominante<sup>14</sup>.

D'autres faiblesses peuvent être identifiées dans la présence lacunaire des paradigmes de la sociologie critique, l'abandon de la catégorie de l'impérialisme ainsi que dans l'interprétation, parfois déformante, de l'approche gramscienne. La riche réflexion sur le lien que l'État

entretient avec la société civile, la notion de «national-populaire» ou la fonction des intellectuels dans la construction d'une direction intellectuelle et morale sur la société, constituent autant d'éléments souvent écartés de ces études. La sur-détermination des catégories analytiques du genre et de la race, ou l'aplatissement de la classe à une simple variable additionnable aux autres, risque de favoriser des visions très partielles de la réalité car construites à partir d'un seul prisme.

En tant que courant politique, nous animons constamment un débat autour des pensées critiques. À ce propos, nous restons convaincus que les oppositions de classes sont constitutives des structures et des dynamiques du social, même si d'autres clivages existent de manière permanente (pour ce qui est du genre) ou intermittente (nationalités, «races», religions, ...) et peuvent à certains moments prédominer sur les solidarités de classe. Notre effort est donc orienté vers l'actualisation d'une pensée critique globale de la société capitaliste qui soit capable de prendre en compte les dimensions économiques, politiques et culturelles, et leurs imbrications.

Ces débats doivent toutefois se produire au sein de la science et de la société civile en absence de toute pression ou intimidation venant du pouvoir politique en place. □

1. Max Horkheimer, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Paris, Gallimard, 1974, p. 52.

2. Pierre Bourdieu, «Pour un savoir engagé», in *Contre-feux 2*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2001, p. 33-41.

3. Paul Ricoeur, *Histoire et vérité*, Paris, Points Essais, 2001 (1955), p. 26.

4. Nancy Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, Paris, La Découverte, 2005.

5. «Justice pour Adama»; a soutenu le mouvement des Ggilets jaunes et celui des femmes de l'hôtellerie.

6. «Entretien avec Daniel Bensaïd sur le rôle des intellectuels», le *Philosophoire* n°37, 2012.

7. Marlène Coulomb-Gully et Juliette Rennes, «Genre, politique et analyse du discours. Une tradition épistémologique française gender blind», *Mots. Les langages du politique*, n°94, 2010.

8. Maxime Cervulle et Virginie Julliard, «Le genre des controverses : approches féministes et queer», *Questions de communication*, n°33, 2018.

9. Nancy Fraser, *Les féminismes en mouvements*, La Découverte, p. 239-254, 2012.

10. Pierre-André Taguieff, «L'entretien dont le NYT n'a retenu que ce qui l'arrangeait», *telos-eu.com*, 14 février 2021.

11. Voir note 8.

12. *The Uses of Literacy : Aspects of Working-Class Life with Special References to Publications and Entertainments*, traduit en français sous le titre *la Culture du pauvre* (éditions de Minuit, 1970).

13. Erik Neveu et Armand Mattelart, «Cultural studies' stories. La domestication d'une pensée sauvage ?», *Réseaux* n°80, 1996.

14. Olivier Voirol, «D'un paradigme à l'autre : sur quelques glissements théoriques dans l'étude de la communication sociale», *Réseaux* n°184-185, 2014.

# Non-mixités, matérialisme et lutte des classes

PAR MIMOSA EFFE ET ELSA COLLONGES

*Alors que, pour la cinquième année, de nombreuses organisations du mouvement ouvrier et des collectifs féministes appellent à la grève des femmes, on peut se demander « qui constitue le sujet des luttes féministes ? ». La non-mixité est un outil des luttes féministes qui a toujours été questionné, que ce soit par les luttes LGBTI ou antiracistes, ou par des polémiques constantes de ses opposants. Loin de penser que cet outil serait dépassé, il nous semble nécessaire d'en débattre, afin de revenir sur le(s) sujet(s) du féminisme et de cibler les enjeux stratégiques pour (re)construire un féminisme lutte de classe.*

Il a fallu un mouvement massif et un rapport de force puissant pour imposer la non-mixité comme un outil légitime de l'émancipation des femmes. Dès le début, cette non-mixité a été questionnée au sein du mouvement féministe notamment par les militantes lesbiennes qui ne se retrouvaient ni complètement dans le mouvement homosexuel, ni dans le mouvement des femmes à l'image du groupe des « gouines rouges ». Monique Wittig écrit en 1978 « *les lesbiennes ne sont pas des femmes* ». Si cette phrase peut paraître contestable, elle a le mérite de faire réfléchir à ce qu'est une « femme » dans sa construction sociale. Mais au-delà de ces questionnements, on peut aussi observer que dès le départ le mouvement féministe et le mouvement qu'on appelait encore « homosexuel » se nourrissent l'un l'autre que ce soit en France ou Outre-Atlantique.

## LA BATAILLE POUR LA NON-MIXITÉ AU CŒUR DES LUTTES FÉMINISTES

Après le passage à vide des années 80, le mouvement féministe se positionne sur des batailles relativement institutionnelles : loi cadre contre les violences faites aux femmes, parité dans les instances, qu'elles soient de la République ou des organisations, droit à l'IVG... La lutte reste essentiellement menée par les femmes mais dans des cadres qui ne posent pas la question de la non-mixité. L'unité va voler en éclats lorsque le mouvement se déchire violemment sur la question du voile ou sur la prostitution. C'est aussi

la période de l'émergence en France des théories queer.

Depuis les années 2000, une nouvelle génération va apparaître majoritairement influencée par la question de l'intersectionnalité et par la théorie queer. Il y a la préoccupation d'inclure dans les espaces non-mixtes les femmes qui en étaient jusqu'à présent exclues : les Travailleuses/eurs du sexe (TDS), les femmes racisées et en particulier voilées. L'intersectionnalité ou la « théorie queer » émergent dans un contexte politique spécifique : la fin de l'hypothèse communiste à une échelle large. Elles ont apporté la nécessité d'articuler les différentes oppressions et ont permis de mettre l'accent sur la déconstruction des rapports de domination. Leur critique s'est fondée aussi en opposition à l'intégration et l'assimilation des communautés en particulier gay et lesbienne dans les pays occidentaux. Il serait faux de voir l'intersectionnalité uniquement comme une pensée qui ne réfléchirait pas aux clivages de classe. Cependant deux problèmes se sont posés et se posent encore aujourd'hui en particulier dans les milieux queer : d'une part la déconstruction est essentiellement pensée comme un acte individuel, ce qui fait que la responsabilité de chacunE prime sur le système qui engendre les oppressions – le corollaire étant la dénonciation récurrente des individus ne correspondant pas à cette idéale « déconstruction » – d'autre part la non-mixité devient, non plus un outil, mais un espace « safe », sécurisant, où la domination ne devrait

pas exister, ce qui n'est pas le cas.

Le mouvement de masse qui émerge aujourd'hui permet de dépasser ces clivages au moins partiellement.

## POUR UNE LECTURE MATÉRIALISTE ET LUTTE DE CLASSE

Si cette période insuffle des possibilités de lecture matérialiste, cela doit nous permettre de requestionner la non-mixité. À la construction du genre et donc de « Qu'est-ce qui fait une femme ? » il faut intégrer tout ce qui fait la conscience d'un individu : son éducation, sa classe sociale, le genre que lui a assigné la société, ou le genre visible actuel...

De nombreux débats ont lieu qui, heureusement, ne se résument pas à la volonté d'une partie minoritaire du féminisme d'exclure les personnes trans. Ce « féminisme » qui consiste à penser que le genre se constituerait uniquement sur le sexe biologique ignore tout des dynamiques de la construction genrée. Nous voulons donc donner quelques éléments rapides permettant une lecture matérialiste et lutte de classe de cette question de la construction du genre :

- Le système qui opprime les personnes LGBTI et les femmes (qui sont aussi une partie des LGBTI) est le même sous des formes différentes et il permet de répondre au besoin de reproduire la force de travail. Cela n'est pas contradictoire avec le fait que les hommes homosexuels peuvent bénéficier d'avantages à certains moments. Ils souffrent de l'extrême violence d'un

système structurellement homophobe *a fortiori* s'ils sont pauvres et racisés.

- L'identité est une identité matérielle. Par exemple, des personnes non musulmanes souffrent de l'islamophobie car elles sont supposées musulmanes. L'identité se construit dans le cadre d'un système, de sa violence, de ses normes, ou en réaction à celui-ci.
- L'éducation joue un rôle, c'est la construction sociale. Cette éducation genrée que l'on a subie toute une partie de sa vie ne peut être balayée d'un revers de main que l'on ait été éduquéE « fille » ou « garçon ». Mais elle n'est pas à elle seule déterminante. Ce n'est pas parce qu'on a été élevée comme une petite fille qu'on est une petite fille.
- Les dynamiques de construction individuelle ne peuvent permettre de changer les choses, il faut des dynamiques collectives pour peser sur le rapport de force et les consciences. C'est dans la lutte que les individus se transforment.

Deuxième élément à intégrer : le travail gratuit effectué par les femmes. Il est estimé à plus de 10 000 milliards de dollars par l'ONG Oxfam. Il est réalisé en très grande partie dans le cadre de la famille, est rendu invisible et est essentiellement constitué de tâches indispensables à la reproduction sociale. Les hommes possèdent 50 % de richesse en plus que les femmes, et celles-ci ne détiennent que 1 % des terres agricoles. On voit bien qu'il y a un enjeu majeur pour le système capitaliste à maintenir la domination de genre. Cela lui permet de faire des économies monstrueuses tant sur les salaires que sur le travail de reproduction sociale.

Le maintien de l'ordre patriarcal est donc une nécessité dans le fonctionnement du capitalisme qui a totalement intégré cette domination qui lui est antérieure. Cependant le fait que toute richesse produite, ainsi que le travail, prenne la forme de marchandise met en lumière les inégalités entre hommes et femmes. En particulier ces dernières décennies, dans les pays capitalistes dominants, le transfert de tâches, précédemment dévolues aux femmes vers des femmes racisées, a visibilisé le prix de ce travail.

Le maintien de l'inégale répartition du travail et de son inégale rémunération doit être imposé d'autant plus violemment qu'il apparaît comme moins légitime. Le retour de l'ordre moral,

les offensives réactionnaires, qu'elles viennent des gouvernements, de l'extrême droite, de courants intégristes participent de cette logique. L'oppression de genre se doit de broyer tout ce qui conteste la famille hétérosexuelle traditionnelle : contrôle des naissances, sexualités, remise en cause du genre, travail du sexe... Cette oppression concerne alors largement, au-delà des femmes et s'étend à toutes les personnes ne rentrant pas dans les normes de genre.

### DIFFICULTÉS ET PERSPECTIVES POUR UN COURANT FÉMINISTE LUTTE DE CLASSE

L'inclusivité du mouvement féministe actuel nous permet d'envisager de dépasser les clivages mortifères des décennies précédentes, ce qui est positif. Cependant, le recul des batailles collectives pèse lourdement. Il y a une absence de cohésion liée à une conception très individualisée de « chacunE son genre et son vécu » et donc « chacunE son oppression spécifique » avec des difficultés à globaliser pour faire émerger une conscience collective. Cela rejoint dans un rapport dialectique le rejet des structures existantes (syndicats, partis en particulier) avec des raisons objectives liées à l'incapacité historique de ces structures à intégrer les problématiques liées aux oppressions spécifiques (voire sa tendance à les rejeter...). La question des violences opère aujourd'hui comme un élément fédérateur puisqu'elles concernent les femmes et l'ensemble des personnes LGBTI mais peine à faire advenir les structures d'auto-organisation nécessaires, en particulier en France. L'absence globale de lecture économique/matérialiste rend très difficile le dépassement de cette absence de cohésion. De plus, les mobilisations contre les violences se polarisent de plus en plus sur des revendications punitives. Cela se retranscrit dans les milieux LGBTI, féministes voire du mouvement social, dans une pratique de « call-out » constant c'est-à-dire de



Journée de grève et manifestation pour les droits des femmes, Paris, 8 mars 2021.  
© Photothèque Ruoge / Martin Noda / Hans Lucas

dénonciation publique. Nous devons penser une autre justice et en poser des jalons. C'est une tâche essentielle.

La compréhension de l'interaction entre l'exploitation et les différents systèmes de domination de genre et de race est indispensable pour construire le rapport de force contre le système capitaliste. Nous sommes convaincues de la puissance de l'auto-organisation des oppriméEs et des exploitéEs et de sa nécessité absolue dans la perspective d'émancipation de l'humanité. Nous ne pouvons faire abstraction des rapports de domination qui peuvent exister à l'intérieur de notre classe. Il peut donc être nécessaire de s'organiser de manière non mixte : c'est nécessaire pour affiner notre compréhension des mécanismes de domination à partir de la mutualisation de nos expériences, pour élaborer nos revendications, définir nos priorités de mobilisation... Cela signifie que selon les contextes nous pouvons avoir besoin de périmètres de non-mixité variables : femmes uniquement, femmes et minoriséEs de genre, lesbiennes, gays et lesbiennes, personnes trans, femmes racisées, lesbiennes racisées... toutes les combinaisons sont possibles et légitimes à part celle des hommes cis blancs hétéros ! Mais nous devons aussi travailler en permanence à la convergence de ces différents groupes dans une perspective lutte de classe. La non-mixité est un outil et non une fin en soi. Or sur cette question de la non-mixité et de l'auto-organisation, la résistance des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier reste extrêmement forte. Ces tensions sont incontournables et leur résolution ne pourrait être envisagée dans le cadre de cette société. Il nous faudra donc faire avec, et ce bien au-delà de la révolution. □

# Actualité(s) du danger fasciste

PAR UGO PALHETA\*

*Un spectre hante le monde de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle : le spectre du fascisme. Utile, la métaphore spectrale permet de souligner que le fascisme est bien un revenant, faisant retour dans le monde des vivants après ce qui avait pu être naïvement considéré comme sa mort clinique en 1945, suite à la défaite militaire de l'Allemagne nazie<sup>1</sup>.*

**N**ous savions ainsi avec Brecht que «*le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde*», mais cela restait une considération abstraite tant que n'avaient pas réapparu les conditions dans lesquelles le fascisme peut se développer et prospérer. De même, nous avons conscience – avec Orwell – que «*lorsque les fascistes [reviendraient], ils [auraient] le parapluie bien roulé sous le bras et le chapeau melon*». Principe de précaution utile certainement, puisqu'il invite à ne pas réduire le fascisme à ses formes les plus visibles et spectaculaires d'apparition (les grands défilés au pas de l'oie, les milices de masse en uniforme et plus généralement tout ce qui renvoie à la stylistique fasciste). Mais cela ne nous disait rien des habits politiques que le fascisme allait revêtir, des formes nouvelles que prendrait son idéologie et des stratégies que mettraient en œuvre ses héritiers, déclarés ou non (et la plupart savent pertinemment qu'on ne revendique pas l'idéologie politique la plus légitimement honnie du XX<sup>e</sup> siècle sans se condamner à la marginalisation), pour que ce projet criminel puisse renaître de ses cendres, trouver à nouveau l'oreille de millions de personnes et redevenir candidat au pouvoir politique.

Il est vrai que, parmi celles et ceux qui affirment le retour de la menace fasciste, certains tentent par-là de faire oublier leurs bilans politiques désastreux, dont l'une des conséquences est précisément la progression des extrêmes droites, et d'apparaître comme d'improbables sauveurs. Ainsi a-t-on vu Emmanuel Macron, Hillary Clinton, Matteo Renzi ou plus récemment Joe Biden, s'ériger en «progressistes» et en «rempart» face à la montée des Le Pen, Trump ou Salvini. Or cet extrême centre néolibéral est bien le grand responsable de la renaissance et

du développement des extrêmes droites, si bien qu'aucune alternative réelle à ces dernières n'est possible sans une rupture avec le capitalisme néolibéral et sans une indépendance complète vis-à-vis des partis qui gouvernent pour le compte de la bourgeoisie (même quand ils persistent à se réclamer de la gauche). Mais la lucidité commande de ne pas s'arrêter en chemin : si danger spécifique il y a, il ne disparaît pas du seul fait d'être instrumentalisé par les politiciens néolibéraux ; et si ces derniers profitent à l'évidence des succès des extrêmes droites pour parvenir ou se maintenir au pouvoir, cela ne signifie en rien que les forces ultra-nationalistes, réactionnaires et racistes, ne constitueraient que de simples marionnettes dans les mains de l'extrême centre néolibéral et du capital.

## LE FASCISME, DE QUOI PARLE-T-ON ?

Une fois dit cela, et si l'on s'accorde sur le fait que les extrêmes droites constituent un péril en elles-mêmes, qu'il importe donc d'affronter, peut-on parler d'un retour du *fascisme* ? Autrement dit, peut-on user d'une catégorie aussi lourde de signification historique pour penser la situation politique actuelle et les extrêmes droites contemporaines ? Répondre à cette question une fois pour toutes supposerait de disposer d'une définition consensuelle du phénomène fasciste ; à défaut il est probable que chacun élaborera une définition lui permettant d'appuyer aisément la thèse ayant sa préférence. Or, il suffit de parcourir les débats étatsuniens à propos de Trump ou français à propos du FN/RN<sup>2</sup> pour constater qu'un tel consensus n'existe pas. Il est néanmoins possible d'avancer en signalant tout d'abord deux écueils : une définition si restrictive qu'elle interdit toute comparaison (le fascisme réductible au

fascisme italien des années 1920-1930) ; une définition si large (généralement le fascisme comme autoritarisme) qu'elle englobe une multitude de phénomènes et ne saisit plus rien spécifiquement, ni sur le plan idéologique ni sur celui des modalités de conquête et d'exercice du pouvoir. Si le fascisme est un phénomène politique protéiforme, à tel point qu'existaient déjà dans l'entre-deux-guerres des différences substantielles entre des mouvements généralement qualifiés de fascistes (PNF de Mussolini, NSDAP de Hitler, Phalange espagnole, Garde de fer roumaine, PPF de Doriot, etc.), le fait de recourir à une même catégorie pour les penser suppose qu'ils ont quelque chose de commun, au-delà d'un simple «air de famille» : à la fois une idéologie permettant de s'adresser aux masses, une stratégie pour conquérir le pouvoir politique, et une fonction du point de vue du système socio-économique. Une idéologie : la régénération d'une nation fantasmatique, mythifiée et essentialisée, qui doit s'opérer par une double purification (ethnique et politique), ciblant d'un côté les minorités (ethno-raciales, religieuses, de genre), de l'autre les mouvements sociaux et les gauches (modérées ou radicales). Une stratégie : la construction et le développement d'une organisation cherchant à apparaître comme une alternative aussi bien aux partis bourgeois traditionnels (aux yeux des possédants) et aux partis ouvriers (aux yeux des dépossédés). Une fonction : le rétablissement de l'ordre politique, par la destruction de tout espace démocratique (même minimal), et le renforcement d'un ordre socio-économique, par l'écrasement de toute contestation. Ce n'est donc pas selon nous la constitution de bandes armées, ni même l'usage de la violence politique, qui constitue le propre du fascisme, que ce soit en tant

que mouvement ou comme régime: non qu'ils n'y soient présents de manière centrale mais d'autres mouvements et d'autres régimes, n'appartenant nullement à la constellation des fascismes, ont eu recours à la violence pour conquérir le pouvoir ou s'y maintenir, parfois en assassinant des dizaines de milliers d'opposantEs (sans même parler de l'usage légitime de la violence par des mouvements de libération, notamment dans des situations d'oppression coloniale reposant de part en part sur la violence). Dimension la plus visible du fascisme classique, les milices extra-étatiques sont en réalité un élément subordonné à la stratégie des directions fascistes, qui en usent tactiquement en fonction des exigences imposées par le développement de leurs organisations et la conquête légale du pouvoir politique (qui suppose dès l'entre-deux-guerres, et encore davantage aujourd'hui, d'apparaître un tant soit peu respectable, donc de mettre à distance les formes les plus visibles de violence). La force stratégique des mouvements fascistes ou néofascistes se mesure alors à leur capacité à manier – selon la conjoncture historique – tactique légale et tactique violente, « guerre de position » et « guerre de mouvement » (pour reprendre les catégories de Gramsci). Déterminer le caractère *fasciste* d'un mouvement ne revient donc pas à se demander si figurent en son sein et en bonne place des fascistes déclarés, des nostalgiques affichés de Mussolini ou d'Hitler, ou si l'on voit s'y exprimer une revendication de continuité avec le fascisme historique, mais dans quelle mesure on y retrouve ces éléments fondamentaux (idéologie, stratégie, fonction). De ce point de vue, il nous semble que nombre de politiciens et de mouvements contemporains d'extrême droite – du BJP indien au FN/RN en passant par la Lega et Bolsonaro – doivent être qualifiés de *néofascistes*, et non de simples « populistes ». Cette dernière catégorie ne fait qu'obscurcir les débats dans la mesure où elle mêle, à partir de critères flous, des leaders de gauche et d'extrême droite qui n'ont rien de commun quant à leurs projets politiques: Sanders et Trump, Mélenchon et Le Pen, Corbyn et Farage, etc. En outre, derrière la critique néolibérale du « populisme » se dissimule bien souvent un mépris de classe, voire une haine du peuple – compris ici au sens de classes populaires – lorsque celui-ci agit politiquement parce qu'il ne se satisfait plus de la place qui lui est assignée. Dénoncer le « populisme » équivaut alors bien souvent

à imputer au peuple des pulsions autoritaires et racistes, alors même que ce sont les gouvernements néolibéraux européens, celui d'Emmanuel Macron en premier lieu, qui ont

engagé une offensive autoritaire et dont les politiques anti-migratoires entraînent la mort de milliers de migrantEs chaque année aux portes de l'Europe.

#### DE QUELLE CRISE LE DÉVELOPPEMENT DU FASCISME EST-IL LE PRODUIT ?

Une autre manière d'aborder le problème revient à s'interroger sur le moment politique que nous vivons et dans lequel nous sommes amenés à agir, en d'autres termes de penser la *période*. S'il importe de prendre au sérieux l'hypothèse du danger fasciste, ce n'est pas uniquement parce que des forces politiques se situeraient dans une continuité souterraine et discrète avec le fascisme historique mais parce que les coordonnées *politiques* de la période présentent des similarités importantes (au-delà de différences évidentes quant au degré d'intégration de l'économie mondiale, aux structures de classe, au niveau d'organisation des classes travailleuses, ou encore au rapport des populations à la violence, etc.). Cela revient ainsi à poser la question simple: comment le projet fasciste, tel qu'on l'a décrit plus haut et tel qu'il se trouve constamment réactualisé par les extrêmes droites en fonction du contexte, a-t-il pu retrouver une audience de masse ?

Poser la question ainsi, ce n'est pas présumer que « les masses » voudraient consciemment le fascisme ou auraient un *désir* inconscient de fascisme; c'est constater que des segments importants des populations sont d'ores et déjà séduits par des éléments centraux de l'idéologie néofasciste, même si à l'évidence elles ne



Mussolini lors de la marche sur Rome, 28 octobre 1922. DR.

se conçoivent pas elles-mêmes comme fascistes, ne sont pas à ce stade disposées à s'enrôler sous la bannière d'organisations d'extrême droite (et encore moins de milices armées) et, dans la grande majorité des cas, ne réfèrent pas tel ou tel élément de discours à la totalité idéologique dans laquelle il s'insère et qui lui donne son véritable sens. Néanmoins, les fascismes historiques n'ont pas eu besoin pour conquérir le pouvoir politique d'obtenir une majorité électorale; il leur a suffi de disposer d'un appui dans une frange significative des populations, sans que cet appui équivaille à un soutien idéologique sans failles, pour apparaître aux possédants comme une solution politique (du moins dans certaines circonstances qu'il faudra préciser). En outre, l'élément de participation des masses qui est propre au fascisme, par rapport à d'autres dictatures réactionnaires qui cherchent à l'inverse à décourager cette participation, peut être d'intensité variable et prendre des formes diverses (du vote jusqu'à l'investissement dans des milices en passant par le fait de devenir simple adhérent de l'organisation ou membre d'une association qui lui est liée, etc.); il est susceptible par ailleurs d'être fortement stimulé par l'accès aux ressources matérielles et symboliques associées à l'exercice du pouvoir d'État.

L'originalité du fascisme tient dans le fait de constituer un mouvement





réactionnaire de masse, ce qui doit être ici entendu au sens où il recherche l'appui des masses (même si c'est toujours comme supplétifs dans la mesure où l'idéologie fasciste valorise outrageusement le rôle de chefs présumés « naturels »). Mais dans quelles circonstances cet appui peut-il être obtenu ? Autrement dit, de quel type de crise le développement du fascisme est-il le produit ? On doit ici laisser de côté les interprétations libérales, qui tendent à en faire une parenthèse incompréhensible dans la marche au progrès que constituerait la modernité capitaliste, ou l'effet d'une simple défaillance des élites politiques et des politiques économiques. Deux interprétations présentes à gauche doivent davantage retenir notre attention.

La première tend à réduire le fascisme à un produit plus ou moins mécanique de la crise du capitalisme. Ce faisant, elle ne prend guère au sérieux la diversité des trajectoires propres aux pays qui ont connu de sévères crises économiques : à ce jeu, on comprend mal comment les États-Unis des années 1930 ou la Grèce des années 2010 ont pu échapper au fascisme. Si la crise économique constitue à l'évidence la toile de fond sur laquelle

à l'emporter et à imposer sa domination. Le fascisme n'a quelques chances de victoire que si la crise économique se mue en crise politique, mais celle-ci peut prendre des formes diverses et se caractériser par des intensités inégales. Une thèse courante fait du fascisme la réponse de la bourgeoisie face à une crise révolutionnaire, autrement dit face à la menace imminente d'un soulèvement populaire. Cette thèse est historiquement fautive : non que le développement du fascisme soit étranger à la crainte d'une révolution sociale et à l'anticommunisme obsessionnel des bourgeoisies européennes dans les années qui ont suivi la Révolution russe de 1917, mais dans les cas de l'Italie et de l'Allemagne les fascistes sont parvenus au pouvoir non pas au point haut des mobilisations populaires mais, au contraire, quand la classe travailleuse se trouvait sur le recul, désorientée et démoralisée.

Le fascisme n'est donc pas le produit d'une crise révolutionnaire mais d'une *crise d'hégémonie généralisée* (pour utiliser une formulation de Gramsci retravaillée par Poulantzas<sup>3</sup>), où se combinent un ébranlement de la domination politique bourgeoise et une faiblesse des mouvements d'émancipation. S'il en est ainsi c'est

démocratiques de la classe travailleuse ; que cela suscite ou non des mobilisations de masse, cela ne peut manquer de rendre plus fragile sa domination politique en effritant notamment la confiance de la population dans ses représentants politiques traditionnels, les partis politiques dominants, voire les institutions politiques elles-mêmes. Mais la crise d'hégémonie est généralisée au sens où elle s'étend à toute forme de politique, même contre-hégémonique : les gauches et le mouvement ouvrier se montrant incapables d'avancer une solution à la crise politique, une fraction importante des masses populaires en voie de sécession vis-à-vis des partis bourgeois peut prêter l'oreille à la prétendue « troisième voie » proposée par les fascistes. En particulier, elles peuvent être séduites par leur anti-politique, qui entend surmonter la crise multiforme (économique, politique, aujourd'hui environnementale), par l'appel à « libérer la Nation » de ses « ennemis » (les étrangers) et leurs alliés (le « parti de l'étranger », c'est-à-dire – du point de vue fasciste – l'ensemble de la gauche et des mouvements sociaux).

#### FRANCE, TRAJECTOIRE DU DÉSASTRE

La France présente un cas particulièrement frappant de ce type de crise, d'un engrenage mortel ou encore d'une trajectoire du désastre, non au sens d'une ligne droite devant fatalement mener au fascisme, mais comme dynamique historique d'ores et déjà engagée, parce qu'inscrite dans certains des traits fondamentaux de la politique française, mais résistible. Trois éléments au moins doivent être soulignés pour préciser cette inscription.

Tout d'abord, on constate en France une instabilité politique qui n'a cessé de s'approfondir depuis le milieu des années 1990 jusqu'à devenir extrêmement aiguë, à tel point que les deux partis qui ont gouverné pour le compte de la bourgeoisie au cours des (presque) quatre dernières décennies sont aujourd'hui marginalisés (aux dernières élections européennes, le Parti socialiste (PS) a obtenu 6 % des votes et Les Républicains seulement 8,5 %). Emmanuel Macron était précisément appelé à surmonter cette crise de représentation politique en unifiant les pans du PS les plus ouvertement convertis au néolibéralisme autoritaire et les segments de la droite les plus rétifs au sarkozysme (ou simplement les plus opportunistes, qu'on pense à Darmanin). Or, les



DR.

va se déployer l'ascension du fascisme, c'est au titre de *condition de possibilité*, nécessaire à son développement mais nullement suffisante pour qu'il parvienne

que, face à la crise de son propre système et afin de maintenir le taux de profit, la bourgeoisie mène une lutte féroce pour se débarrasser des conquêtes sociales et

mêmes politiques (néolibérales) produisant les mêmes réactions, il s'est trouvé rapidement impopulaire dans la population; le mouvement des Gilets jaunes est venu cristalliser politiquement cette défiance et a fait exploser la baudruche macroniste. Macron apparaît à présent pour ce qu'il est, aussi bien du côté de ses adversaires que de ses partisans: le chef du parti de l'ordre, unifié par l'objectif d'une conservation à toute force des privilèges de classe et le projet d'une destruction complète des conquits sociaux (sécurité sociale, services publics, code du travail) et démocratiques (libertés publiques notamment). Mais là où le bipartisme PS/droite maintenait une illusion d'alternative, l'unification macroniste rend fragile, pour la bourgeoisie, toute solution d'alternance et pourrait l'amener à regarder du côté de l'extrême droite; la ligne qu'applique Bolloré dans les médias dont il est le propriétaire en est peut-être un symptôme (de même que certains signaux envoyés par le Medef, même si celui-ci demeure globalement hostile au FN/RN à ce stade).

Le deuxième point concerne les gauches et les mouvements sociaux. Loin d'avoir été amorphes au cours des deux dernières décennies, ils ont même été pour beaucoup dans la fragilisation de l'hégémonie bourgeoise: en élaborant et en diffusant une critique du néolibéralisme et de la mondialisation financière, et en faisant reculer par la lutte les gouvernements sur certains projets phares (la réforme Juppé en 1995 qui visait à remettre en cause le système de retraites, ou encore le «contrat première embauche» en 2006 qui cherchait à accroître la précarité dans la jeunesse). Reste qu'ils ne sont pas parvenus à mettre un coup d'arrêt au cycle d'appauvrissement des classes populaires, pas plus qu'à l'offensive raciste (notamment islamophobe), ou encore au processus de durcissement autoritaire. Pire, ils ont été incapables de s'ériger en alternative politique au capitalisme néolibéral, pris entre des logiques d'intégration/cooptation au sein du «bloc bourgeois»<sup>4</sup> (particulièrement du côté d'Europe Écologie les Verts mais aussi, localement, du Parti communiste français), des tendances à l'isolement sectaire et au morcellement (du côté de la gauche révolutionnaire), ou encore la tentation d'esquiver la question du pouvoir politique (dans les mouvements autonomes). Le courant de Jean-Luc Mélenchon a bien réussi à conquérir un temps une audience de masse, en particulier lors de l'élection présidentielle de 2017, mais il n'a pas pu,

su ou voulu pérenniser sa percée électorale sous la forme d'une organisation politique structurée démocratiquement et largement implantée.

En dernier lieu mais non le moindre, la situation politique est marquée en France par la présence d'une extrême droite profondément et solidement enracinée sur le plan électoral, à travers le Rassemblement national (anciennement Front national), mais aussi puissante idéologiquement, au sens où ses médias et idéologues propres disposent d'un large public, diffusent en continu leurs obsessions (islamophobes, xénophobes, masculinistes, homophobes, ultrasécuritaires, etc.), tout en bâtissant des ponts avec un électoral de droite radicalisé par la séquence Sarkozy (2002-2012). Si une part de ces succès tient à l'indéniable habileté de ses dirigeants politiques (Marine Le Pen notamment) et de ses idéologues (Zemmour par exemple, mais il est loin d'être seul), on ne saurait comprendre la puissance de l'extrême droite sans l'inscrire dans trois temporalités distinctes qui se télescopent et se renforcent mutuellement: celle de long terme de l'impérialisme français, dont le déclin favorise une idéalisation mythique de la nation française ainsi que l'attrait de représentations puisant au vieux fond du racisme colonial; celle de moyen terme de la crise d'hégémonie, qui s'approfondit depuis une vingtaine d'années en réponse à des politiques socialement destructrices et qui crée à la fois une défiance généralisée et un vide politique; et celle de court terme (2015-2021), qui renvoie aux attentats commis par des groupes se réclamant de l'islam mais surtout à leur instrumentalisation par les gouvernements dans un sens autoritaire et islamophobe (qui se manifeste à travers une série de lois scélérates).

Les anticapitalistes font ainsi face à des défis multiples et de grande ampleur. Contrairement à ce que pourrait suggérer une représentation simpliste, la lutte des classes – quand elle se traduit en combat politique pour le pouvoir – ne se réduit que très rarement à un jeu à deux acteurs. Ce que donne à voir l'entre-deux-guerres, c'est justement que dans des situations de crise, de déstabilisation soudaine ou prolongée de l'ordre politique et social, des mouvements



Jean-Marie Le Pen en meeting. DR.

d'extrême droite indépendants des partis bourgeois traditionnels peuvent conquérir une audience de masse puis mettre cette audience au service du capital, en nouant des alliances avec une bourgeoisie politiquement fragilisée. Plus que jamais, il nous faut donc combattre sur deux fronts: contre l'extrême centre, dont les politiques – néolibérales, autoritaires et racistes – ne cessent d'alimenter la dynamique fasciste et menacent ainsi de faire advenir le pire; et contre l'extrême droite, qui détourne la colère populaire en ciblant prioritairement les minorités, en particulier dans le contexte occidental les migrantEs et les musulmanEs. □

\* Ce texte est une version légèrement remaniée d'un article publié dans les *Nouveaux cahiers du socialisme*.

1. L'historien du fascisme Zeev Sternhell prévenait dès 2003: «Pétainiste, mussolinienne ou hitlérienne, cette droite qui avait su réunir les intellectuels les plus en vue et les simples gens des grandes métropoles européennes n'est pas née dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, pas plus qu'elle n'est morte dans les ruines de Berlin. Quelque idée qu'on se fasse de son avenir, cette droite fait toujours partie de notre monde». Voir: Z. Sternhell, in M. Dobry, *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

2. Le passage du FN (Front national) au RN (Rassemblement national) n'est qu'un pur ravalement de façade, laissant intacte la maison dirigée par les Le Pen depuis 1972; d'où l'intérêt de parler du FN/RN. Notons d'ailleurs que «Rassemblement national» était déjà le nom que le FN avait donné à son groupe parlementaire de 1986 à 1988 (sans même parler du «Rassemblement national populaire» de Marcel Déat sous Vichy, une organisation fasciste et collaborationniste).

3. Voir: N. Poulantzas, *Fascisme et dictature*, Paris, Seuil, 1970.

4. Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois*, Paris, Raisons d'agir, 2017.

# « Le fascisme est une hydre-caméléon qui est de retour »

PAR ROBI MORDER & PATRICK SILBERSTEIN

*Quand nous avons décidé de rééditer Comment vaincre le fascisme, nous étions au lendemain de la présidentielle de 2012 qui avait vu le score de l'extrême droite continuer à grimper. Mais nous avons été « emportés » par le fil de nos recherches, ce qui a donné 81 textes qui recourent la quasi-totalité de ceux que Trotsky a consacrés au fascisme et l'essentiel de ceux sur la guerre<sup>1</sup>. C'est à partir de là que nous pouvons tenter de mettre en relief ce qui peut servir aujourd'hui dans l'ensemble de ses réflexions, intuitions et théorisations sur le fascisme.*

**N**ous insisterons sur trois éléments. Il s'agit de comprendre comment et pourquoi le fascisme l'emporte, notamment en Allemagne qui concentre l'attention de Trotsky. Quelle politique pour le vaincre, la question du front unique et la dimension plébéienne du fascisme. La pertinence de son apport permet d'approcher les questions actuelles, à condition évidemment de comprendre les dynamiques sans s'embourber dans une lecture amenant à comparer point par point chaque élément.

## **LA VICTOIRE FASCISTE DES ANNÉES 1930 N'EST PAS UNE RÉPONSE À LA MENACE RÉVOLUTIONNAIRE, ELLE EST LE FRUIT DE LA DÉFAITE DU MOUVEMENT OUVRIER**

L'une des premières à avoir saisi l'originalité du fascisme, à partir de l'exemple italien, c'est Clara Zetkin. En 1923, elle l'explique comme le « châtiment » infligé au prolétariat pour avoir échoué à parachèver la révolution russe<sup>2</sup>. Ce n'est donc pas la réponse bourgeoise à une possible issue révolutionnaire, mais au contraire, le fruit de la défaite de celle-ci, les classes dominantes poussant l'avantage. Le fascisme, c'est le parti du « désespoir contre-révolutionnaire », dit Trotsky<sup>3</sup>. Il faut écarter une vision instrumentale du fascisme, comme s'il n'était que la simple projection de la volonté de la classe dominante. La solution fasciste est un processus au cours duquel les partis bourgeois traditionnels font appel aux partis fascistes « en dernier recours », tout en s'en méfiant et en croyant pouvoir les domestiquer. Or, les fascistes sont des « nuées de criquets affamés et voraces »,

comme l'écrit Trotsky<sup>4</sup>, et ils exigent et obtiennent tout le pouvoir. L'arrivée des fascistes et des nazis au pouvoir s'est faite dans le cadre de coalitions avec la droite « classique ». Les observateurs de l'époque étaient plutôt convaincus que la droite traditionnelle et les institutions les maintiendraient en laisse.

Le nazisme s'est nourri de contradictions qui lui ont permis de recruter ses soutiens dans différentes classes sociales. Le parti d'Hitler est capable à la fois de toucher des fonds des milieux d'affaires et de soutenir la grève des tramways à Berlin. Le PC allemand, sous la houlette de Moscou, a longtemps considéré le mouvement hitlérien comme une « simple » forme de réaction capitaliste, un instrument commode créé par et pour la grande bourgeoisie. Trotsky, au contraire, observe les caractéristiques propres au fascisme et en relève la dimension plébéienne et de masse. Ses partisans sont issus de la petite bourgeoisie mais aussi du prolétariat.

Pour Trotsky, l'articulation entre la victoire du nazisme et la perspective d'un nouveau conflit déchirant l'Europe est presque immédiate. Dès novembre 1933, il écrit que « le temps nécessaire à l'armement de l'Allemagne détermine le délai qui sépare d'une nouvelle catastrophe européenne ». Il perçoit la monstruosité et la spécificité du nazisme qui « fera apparaître son aîné italien comme quasiment humain ». Et surtout, il perçoit la place et la spécificité de l'antisémitisme nazi et annonce, en 1938, que « le prochain développement de la réaction mondiale implique avec certitude l'extermination physique des Juifs »<sup>5</sup>.

## **LE FRONT UNIQUE COMME MOYEN D'ACTION CONTRE LE FASCISME**

Il faut comprendre que le front unique, ce n'est pas d'abord une question électorale, aspect d'ailleurs assez marginal chez Trotsky. Le front unique, c'est l'autodéfense face à la violence et aux initiatives de l'extrême droite. Alors que l'appareil répressif étatique semble peu efficace, et soumis de surcroît à des formes de légalité, ce sont les milices fascistes et nazies qui attaquent les locaux syndicaux, les meetings et les piquets de grève, qui empêchent la diffusion de la presse ouvrière, et qui, en Allemagne, organisent les pogroms antisémites, les attaques contre les « commerces juifs » et les synagogues. Défendre ensemble, c'est le sens de la formule : « Marcher séparément, frapper ensemble ». Tout au long des années 1930, la pensée de Trotsky évolue, en particulier sur la question de la démocratie et des droits démocratiques. Ils ne sont pas, pour lui, seulement formels – ce qui est souvent une manière de dire qu'il n'y a pas grand-chose à garder – mais au contraire essentiels. Ils doivent être défendus de manière inconditionnelle. Une idée centrale apparaît alors : « Les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne<sup>6</sup>. »

Si sa conception du front unique est celle d'une totale indépendance de classe, la défense des droits démocratiques se fait sans préalable sur la nature sociale ou politique des organisations à défendre. Face au nazisme, il défend les Églises et le droit des croyants « à consommer leur

opium». Pour faire une analogie, avec la situation actuelle, est-ce que les gauches ne devraient-elles pas proposer, par exemple, aux organisations de croyants d'assurer la sécurité des mosquées ou des synagogues ? Il suggère aussi que les organisations ouvrières devraient protéger la franc-maçonnerie. « *Ce dont il s'agit avant tout, écrit-il en 1935, c'est d'une question de liberté de conscience, donc d'égalité des droits.* » Ce qui l'intéresse, c'est comment traduire ses positions sur le plan pratique, sans faire confiance à la police ni à l'État et encore moins s'en remettre à eux.

### LE FASCISME EST UN PHÉNOMÈNE NI PASSÉ NI EXTÉRIEUR À LA FRANCE

Il y a un mythe français, celui d'une extériorité du fascisme<sup>7</sup>. René Rémond, qui fait autorité parmi les historiens des droites françaises, ne voit dans les Croix de feu du colonel de La Rocque qu'une forme de « *scoutisme politique pour grandes personnes* ». Pour lui, le 6 février 1934 signe l'échec des ligues et il ne voit pas qu'elles ont poussé le pouvoir vers la droite, vers le bonapartisme, selon la formule de Trotsky. Face à cette idée de l'immunité française au fascisme, les travaux de Robert Paxton<sup>8</sup> et Zeev Sternhell<sup>9</sup> ont eu bien du mal à émerger. On pourrait ironiser avec Étienne Balibar quand il dit que « *le fascisme est donc quelque chose qu'on voit plutôt chez les autres* ». Mais ce débat historiographique n'est pas sans conséquences politiques. Sur le passé d'abord, est-ce que le régime de Vichy n'a été qu'un furoncle sur un corps sain ou n'y a-t-il pas plutôt dans la société française une base pour un fascisme français ? Trotsky n'a pu aller plus loin dans son analyse, mais Paxton montre la dynamique de Vichy dès août 1940. Cela éclaire l'irruption, le développement et la nature des lepénismes successifs, la porosité entre extrême droite et droite aujourd'hui et le foisonnement des idéologues fascistes en costume cravate qui occupent la scène médiatique. La situation d'aujourd'hui met à mal la conception de l'étanchéité française.

Si les partis fascistes étaient des partis de masse dans les années 1930, c'est que nous étions dans l'ère des partis de masse, à gauche comme à droite, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. La recherche de la conquête du pouvoir au nom de la démocratie, de la République, de la laïcité, voire du « féminisme », hier honnis, rappelle tout simplement que les mouvements fascistes sont capables

d'une grande souplesse tactique, pour ne pas dire de contorsions étonnantes. Le flou des propositions, les contradictions, le mélange de propositions libérales et anticapitalistes sont consubstantielles au fascisme. Déjà dans les années 1930, Pierre Naville disait qu'il ne servait à rien de passer son temps à « démontrer » que le programme de De La Rocque était inexistant. Trotsky le dit à plusieurs reprises en examinant les événements du février 1934. C'est justement l'absence de programme défini qui fait la force du fascisme. Wilhelm Reich<sup>10</sup>, avec qui Trotsky a eu une correspondance, avait noté que lorsqu'il posait la question sur le caractère intenable du programme nazi à force d'être contradictoire, il obtenait alors la réponse suivante : « *Hitler trouvera la solution.* »

Il faut se méfier des définitions tellement strictes qu'elles n'ont plus aucune fonctionnalité. Si l'on considère l'ensemble des situations révolutionnaires épuisées ou manquées au cours des cinquante dernières années, il y a alors des raisons de s'inquiéter et de redouter que, faute d'une solution émancipatrice, on assiste au retour de nouvelles barbaries. Bien sûr nous ne sommes plus dans les années 1930, et alors ? Umberto Eco écrit : « *On peut jouer au fascisme de mille façons, sans que jamais le nom du jeu ne change* »<sup>11</sup>. Le fascisme est une hydre-caméléon qui est de retour. Ugo Palheta en rend parfaitement compte dans son livre<sup>12</sup>.

Il faut dégager le dénominateur commun des mouvements se réclamant du fascisme, mais aussi de ceux qui, tout en déclinant la référence, font bel et bien partie de la constellation. Disons qu'avec la concordance d'une solution autoritaire, la récusation de l'existence et des antagonismes de classe au profit d'une mise en avant du nationalisme et de la xénophobie, du recours à un homme – ou une femme – providentiel adossé à des mouvements ou des médias, capables de mobiliser les perdus et les exclus, on a des éléments communs à tous les fascismes.

Autre constance : la volonté d'écraser toutes les formes d'organisation populaire autonome et la liquidation de toutes les libertés. On le voit aujourd'hui avec l'affaire de l'islamo-gauchisme et la tentation de mettre une partie de l'Université au pas. Les fascismes de notre temps sont capables de rencontrer des groupes humains auxquels ils redonnent un « but final ». « *Le désespoir les a fait se dresser,*



*le fascisme leur a donné un drapeau* », écrivait Trotsky en 1933<sup>13</sup>.

Bien sûr, les formations sociales ont changé, la « poussière humaine » que les fascismes d'hier agrégeaient s'est en partie évanouie ou s'est fortement réduite dans une société où les salariéEs constituent près de 90 % de la population active. Mais dans des conditions nouvelles, la crainte du déclassement, dans l'enclavement, chez les jeunes, dans les zones « urbaines », les petites entreprises sans traditions syndicales, la précarité peuvent permettre aux poussières de faire coalition. Si le prolétariat moderne n'est pas capable d'agrèger toutes ses composantes autour d'un projet et de pratiques progressistes, ce sera l'utopie réactionnaire, nationaliste, xénophobe qui apparaîtra alors comme « réaliste ». □

1. Léon Trotsky, *Contre le fascisme, 1922-1940, textes rassemblés et annotés par Patrick Le Tréhondat, Robi Morder, Irène Paillard et Patrick Silberstein, Sylèse, 2015.*

2. Clara Zetkine, *Rapport à l'exécutif élargi de l'Internationale communiste*, 3 juin 1923.

3. « *Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne* », 26 septembre 1930.

4. « *La seule voie* », septembre 1932.

5. « *Appel aux Juifs américains menacés par le fascisme et l'antisémitisme* », 23 décembre 1938.

6. « *Démocratie et fascisme* », janvier 1932.

7. Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Albin Michel, 2003.

8. Robert O. Paxton, *La France de Vichy, Le Seuil, 1973.*

9. Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire (1885-1914) : les origines françaises du fascisme*, Seuil, 1978 ; et, *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Complexe, 1987.

10. Wilhelm Reich, *La psychologie de masse du fascisme*, Payot, 1998.

11. Umberto Eco, *Reconnaître le fascisme*, Grasset, 2017.

12. Ugo Palheta, *La possibilité du fascisme, La Découverte, 2018.*

13. « *Qu'est-ce que le national-socialisme ?* » 10 juin 1933.

# Le fascisme est-il d'actualité ?

PAR ALAIN BIHR

*L'instauration désormais solide de mouvements d'extrême droite sur la scène politique d'un grand nombre d'États de l'Union européenne, accompagnée de l'activisme chronique de groupuscules néofascistes, inquiète légitimement toutes les organisations syndicales et politiques dont l'héritage comprend une dimension d'antifascisme. Le fascisme serait-il à nos portes ?*

**R**épondre à cette question, c'est d'abord s'interroger sur la situation historique qui est la nôtre, en comparaison de celle qui a vu le fascisme triompher (temporairement) dans les années 1920 et 1930.

## PAR-DELÀ DES SIMILITUDES SUPERFICIELLES, UNE DIFFÉRENCE FONDAMENTALE

Aujourd'hui comme alors, nous traversons une phase de crise structurelle du capitalisme sur le plan mondial, qui le contraint à bouleverser tous ses modes de régulation antérieurs et à remettre en cause toutes les situations acquises. Aujourd'hui comme hier, les mouvements d'extrême droite sont

d'abord l'expression de ces « classes moyennes » traditionnelles (dans l'agriculture, l'artisanat et la petite industrie, le commerce et les services) que la transnationalisation de l'économie menace directement de paupérisation et de prolétarianisation. Aujourd'hui comme hier, nous sommes accablés par une crise majeure du mouvement ouvrier, qui prive le prolétariat de toute stratégie et de toute organisation capable de résister globalement à l'offensive néolibérale contre ses acquis antérieurs qu'il subit depuis une quinzaine d'années. De ce fait, aujourd'hui comme hier, des pans entiers du prolétariat, déboussolés, apeurés et enragés à la fois par le développement

du chômage et de la précarité, par la dégradation de leurs conditions matérielles et sociales d'existence, désespérés par l'absence de perspectives, se laissent séduire par la propagande populiste et nationaliste. Aujourd'hui comme hier, les partis de gauche, ou ce qui en reste, se révèlent incapables de résister à la progression régulière de l'extrême droite, la favorisant même par les politiques néolibérales qu'ils ont pratiquées en étant au gouvernement, ou en reprenant à leur compte les thèmes xénophobes et racistes de l'adversaire.

Saurions-nous donc à la veille de connaître en France, ou ailleurs en Europe, des régimes fascistes ? Je ne le pense pas.



Congrès de l'Alternative pour l'Allemagne en 2015. © Von Olaf Kosinsky / Wikicommons.

Les similitudes précédentes entre la situation européenne des années 1930 et la présente situation ne doivent pas nous masquer les profondes différences entre elles. La principale est que l'enjeu de la crise structurelle que traverse le capitalisme depuis les années 1970 n'est pas, comme dans les années 1930, d'édifier et de renforcer des États capables de réguler, chacun dans son espace national propre, un développement plus ou moins autocentré d'un capitalisme monopolistique parvenu à maturité. C'est aujourd'hui exactement l'inverse : sur la base d'un démantèlement des États-nations désormais invalidés comme cadre autonome de la reproduction du capital, il s'agit de construire une structure supranationale minimale de régulation de la transnationalisation du capital. C'est pourquoi d'ailleurs la contre-révolution, par laquelle la fraction hégémonique de la bourgeoisie impose ses intérêts, ne se mène plus de nos jours sous les bannières de l'étatisme et du nationalisme, virant à la xénophobie et au racisme, mais sous les couleurs d'un néolibéralisme qui a pour mot d'ordre l'«État minimal» et le dépassement des cadres nationaux.

### LES DEUX EXTRÊMES DROITES CONTEMPORAINES

Et c'est d'ailleurs ce qui explique la ré-émergence de mouvements d'extrême droite en Europe et leur donne leur sens. Mais qui, du même coup, en circonscrit aussi les limites, en mettant notamment en évidence leur division en deux tendances opposées.

Il s'agit d'une part de mouvement nationalistes qui luttent contre l'affaiblissement des États-nations par les politiques néolibérales : contre la libéralisation de la circulation internationale du capital, la déréglementation des marchés, la perte par les États de leur capacité antérieure de régulation et de réglementation de la vie économique et sociale au profit d'instances supra ou transnationales, la dégradation de la cohésion nationale sous l'effet de l'aggravation des inégalités sociales et spatiales, etc.. Ses principaux représentants sont le Front national en France, l'Alternativ für Deutschland (AfD : Alternative pour l'Allemagne), la Freiheitspartei Österreich (FPÖ : Parti libéral autrichien), le Dansk Folkeparti (Parti populaire danois), les Perussuomalaiset (Vrais Finlandais), Vox

en Espagne et Fidesz – Magyar Polgári Szövetség (Alliance civique hongroise). Ces mouvements regroupent ou cherchent à regrouper des classes, fractions de classe, couches sociales qui font partie des «perdants» de la mondialisation néolibérale ou qui craignent d'en faire partie : éléments de la bourgeoisie dont les intérêts sont liés à l'appareil d'État national et au marché national ; «classes moyennes» traditionnelles ; éléments du salariat victimes de la mondialisation néolibérale et dépourvus des capacités traditionnelles d'organisation et de lutte du salariat (organisations syndicales et représentations politiques). Ils tentent donc de (re)constituer des blocs nationalistes dans le but de rétablir les États-nations dans leur pleine souveraineté, en prônant un national-capitalisme aux accents populistes.

Simultanément, d'autre part, sont apparus des mouvements d'extrême droite «régionalistes» qui cherchent au contraire à profiter de l'affaiblissement des États-nations pour promouvoir ou renforcer l'autonomie d'entités géopolitiques infranationales (des régions, des provinces, des aires métropolitaines, etc.), voire pour revendiquer et obtenir leur scission et leur indépendance politique relativement aux États-nations dont ces entités sont actuellement membres. Les deux exemples les plus typiques en sont le Vlams Belang (Intérêt flamand) en Belgique et la Lega Nord (aujourd'hui tout simplement Lega) en Italie, auxquels peuvent s'ajouter une myriade d'autres moins connus parce que moins importants. Ces mouvements regroupent des classes, fractions de classe, couches sociales qui font partie des «gagnants» de la mondialisation néolibérale ou qui espèrent en faire partie : éléments de la bourgeoisie régionale qui ont su s'insérer de manière avantageuse dans le marché mondial, éléments du salariat ou des professions libérales liés à la précédente, dès lors qu'ils seraient débarrassés de ce qu'il considère comme le poids mort de l'État-nation. Ces mouvements cherchent donc à constituer des blocs «régionalistes» (autonomistes voire indépendantistes) destinés à s'émanciper (partiellement ou totalement) de l'État-nation dont ils font actuellement partie, perçu comme un fardeau (fiscal) ou un obstacle (réglementaire) à leur insertion avantageuse dans le marché mondial.

### L'OBSTACLE MAJEUR ACTUEL AU PROCESSUS DE FASCISATION

Du même coup, on perçoit bien l'obstacle majeur qui se dresse aujourd'hui sur la voie d'un processus de fascisation du pouvoir en Europe. Comme durant les années 1920 et 1930, un tel processus supposerait in fine la conclusion d'une alliance entre la fraction hégémonique de la bourgeoisie, à composition essentiellement financière et à orientation résolument transnationale, et l'un ou l'autre de ces mouvements d'extrême droite.

Une telle alliance n'est certes pas inconcevable s'agissant d'un mouvement de type «régionaliste», dans la mesure où celui-ci ne remet nullement en cause, bien au contraire, le procès de transnationalisation du capital ni le remodelage de l'appareil d'État qu'il implique mais cherche tout simplement à ménager une meilleure insertion – pense-t-il – d'une fraction du capital à base «régionale» dans l'espace transnational. Mais une telle alliance ne prendrait pas non plus ni un contenu socioéconomique ni une forme sociopolitique fasciste : elle incarnerait tout au plus une version autoritaire du néolibéralisme, dont on a eu quelques exemples dans les dernières décennies, au premier rang duquel le Royaume-Uni sous la férule de Mme Thatcher. On peut même raisonnablement parier sur le fait que, dans le cadre d'une telle alliance, l'extrémisme de droite s'atténuerait au fil de la réussite de son projet, au rebours de la montée aux extrêmes propres à la fascisation du pouvoir. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer la manière dont a évolué l'audience du Vlaams Belang qui est allée en s'atténuant au fur et à la mesure que la cause de l'autonomisme flamand a marqué des points... au profit de ses concurrents de la Nieuw-Vlaamse Alliantie (Alliance néo-flamande) et des Christen-Democratisch en Vlaams (Chrétiens-démocrates et flamands).

Par contre, une alliance stratégique entre la fraction hégémonique de la bourgeoisie et un mouvement d'extrême droite nationaliste est rigoureusement impossible. Cela n'exclut certes pas qu'un tel mouvement puisse prendre le pouvoir au sein d'un État à la faveur d'une majorité parlementaire



dont il constituerait l'élément prédominant. Mais, dès lors qu'il tenterait de mettre en œuvre son programme politique en prenant des mesures menaçant réellement la transnationalisation du capital, il se trouverait immanquablement étranglé financièrement: la dette publique est aujourd'hui l'arme la plus redoutable dont dispose la fraction financière du capital pour mettre au pas tout gouvernement qui tente de se mettre en travers de son chemin, quelle qu'en soit la couleur politique, sauf à ce qu'il sorte de la logique du capitalisme – et on ne peut s'attendre à rien de tel de la part d'un gouvernement d'extrême droite. Il n'est pas exclu non plus que la force électorale d'un tel mouvement oblige les organisations de la droite classique, représentant des intérêts de la fraction hégémonique de la bourgeoisie, à entrer dans une coalition gouvernementale avec lui. C'est exactement ce qui s'est déjà passé en Autriche lorsque le FPÖ a gouverné avec l'ÖVP (Österreichische Volkspartei: le Parti populaire autrichien) entre 1999 et 2005, avec pour principal résultat non pas une fascisation du pouvoir mais un affaiblissement électoral du FPÖ, après qu'il aura été obligé de se plier aux orientations libérales et conservatrices de son partenaire. La reconduction de cette coalition noire-bleue à la suite des élections législatives de septembre 2017 aura débouché sur la même déconvenue, encore aggravée par des affaires de corruption, en lui faisant perdre presque dix points lors des élections générales de septembre 2019. Et des remarques analogues pourraient être faites quant aux conséquences qu'a eu la participation de l'Alleanza nazionale, héritière du Movimento sociale italiano, ouvertement néo-fasciste, à des expériences gouvernementales au côté de la formation Forza Italia de Silvio Berlusconi: elle s'est soldée par la dissolution du mouvement en 2009 au sein de la coalition de centre-droit Il Popolo della Libertà. Dans les deux cas, dans le tandem extrême droite – droite néolibérale et néoconservatrice, c'est cette dernière qui a eu le dernier mot.

On ne manquera pas de m'objecter que, en marge des mouvements d'extrême droite précédents, existe une foule de groupes et de micro-organisations d'orientation clairement néofascistes, attendant leur heure (l'arrivée au pouvoir d'une des organisations évoquées)

pour donner toute la mesure de la violence à laquelle ils se livrent déjà de temps à autre. Mais, pas plus que quelques hirondelles ne font le printemps, des groupes fascistes ne font le fascisme: si leur existence compte que parmi les conditions nécessaires de ce dernier, mais certainement pas parmi ses plus importantes, ils n'en constituent sûrement pas la condition suffisante. Sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi le fascisme n'a réussi qu'en certaines circonstances sociohistoriques déterminées alors que la permanence de groupes fascistes est avérée un peu partout en Europe depuis près d'un siècle.

### RESTER SUR SES GARDES

Pour autant, il ne s'agit pas de se rassurer à bon compte. D'une part, même s'ils ne sont pas porteurs d'un danger de fascisation du pouvoir, les mouvements d'extrême droite actuels constituent une sérieuse entrave au développement des luttes anticapitalistes en affaiblissant le camp des salariés: en mettant une partie de ses membres à la remorque et sous la coupe d'éléments de la bourgeoisie, en les dressant de surcroît contre une autre partie de leur propre camp sous prétexte qu'ils sont «immigrés», qu'ils ne seraient pas vraiment «nationaux», qu'ils seraient «inassimilables à la culture européenne», etc. Et c'est à ce titre qu'ils doivent être combattus.

D'autre part, le fascisme n'est pas la seule forme possible de la réaction et de la contre-révolution. La bourgeoisie «mondialiste», celle qui impulse aujourd'hui le processus de transnationalisation du capital, n'est pas encore sortie de la crise, de sa crise, bien au contraire. Elle est loin d'avoir stabilisé un processus essentiellement fondé pour l'instant sur les ruines des régulations nationales et des compromis sociaux qui avaient pourtant assuré les beaux jours de la reproduction du capital pendant les «Trente Glorieuses». Au contraire, le néolibéralisme qui lui tient actuellement lieu de politique manifeste chaque jour davantage son caractère d'impasse, contraignant le capital transnationalisé à redoubler ses attaques contre les salariats des formations développées et les peuples du Sud. Et les conséquences socioéconomiques de l'actuelle pandémie virale ne feront que renforcer cette contrainte, dans le but de leur en faire

payer l'addition (en termes de chômage, de précarité, d'apurement de la dette publique, etc.)

Surtout, la poursuite et l'aggravation de la crise socioéconomique risquent d'exacerber les rivalités économiques et politiques entre les différents pôles (États-Unis, Union européenne, Chine, Asie du Sud-est et Japon) de l'accumulation capitaliste mondiale. La déstabilisation d'États voire de régions entières de la périphérie proche de ces pôles (pour les États-Unis, l'Amérique centrale ou plus largement latine; pour l'Europe occidentale, l'Afrique maghrébine, le Proche-Orient ou l'Europe orientale), avec son lot de guerres, d'exodes massifs de populations, de vagues de terrorisme, etc., risque de même de faire monter les périls sur certaines des frontières immédiates de ces différents pôles tout comme d'accroître les paniques collectives propices au renforcement autoritaire des pouvoirs. Peuvent produire les mêmes effets l'approfondissement de la crise écologique planétaire, dont l'actuelle pandémie nous donne un avant-goût, rendant invivables des territoires entiers en y produisant des génocides et des migrations massives, en raréfiant eau, terres arables, matières premières et sources d'énergie, en exacerbant la lutte concurrentielle pour leur appropriation. Pour peu que s'y ajoute une renaissance de la conflictualité prolétarienne, enrayant le processus de démantèlement des acquis sociaux par le néolibéralisme sans être pour autant capable d'imposer des solutions révolutionnaires, certaines bourgeoisies n'auraient plus alors d'autre alternative que de recourir à nouveau à une quelconque formule d'État fort, écrasant toute résistance tout en mobilisant la population pour défendre leur position au sein de la division internationale du travail.

D'ores et déjà, ces différents «périls» ont entraîné un sensible raidissement autoritaire de l'exercice du pouvoir dans différents États de l'Union européenne, en Europe centrale (en Hongrie et en Pologne) mais aussi en Europe occidentale (en France), impliquant notamment des atteintes répétées aux libertés publiques. S'ils viennent à se renforcer, le «Talon de fer» du capital se ferait à nouveau sentir: alors l'heure sinon des fascistes du moins de leurs héritiers spirituels sonnerait à nouveau. □

# Le nazisme, un système capitaliste, impérialiste et génocidaire

PAR ANTOINE LARRACHE

*Le nazisme se distingue des autres fascismes en ce qu'il concentre leurs différentes caractéristiques et en constitue une forme aboutie. Dans chaque domaine, les préoccupations démocratiques et de solidarité ont été annihilées, jusqu'à la négation/destruction de groupes humains entiers.*

Les caractéristiques du fascisme allemand sont déterminées par le développement historique du pays et le contexte international de l'entre-deux guerres. Le pays est une des principales puissances industrielles mais son développement est freiné par celui des USA et par les puissances coloniales européennes, en particulier la France. C'est notamment dû à la constitution tardive de son État-nation, et à ses limites indéfinies à l'Est comme à l'Ouest.

En réaction, l'Allemagne nazie va réaliser sur un espace concentré autour de son territoire et dans un temps très court ce que les autres grandes puissances ont pu entreprendre dans le monde entier : elle subordonne, comme l'ont fait les puissances coloniales, des pays entiers qui lui versent des sommes considérables, elle opère des meurtres de masse. Mais, à la différence des autres pays, elle supprime à l'intérieur de ses frontières comme à l'extérieur toutes les libertés et institutions démocratiques, ce qui lui permet à la fois d'obtenir une croissance économique incomparable, en moyenne de 10 % par an entre 1932 et 1939<sup>1</sup>, notamment par la politique de réarmement, et de faire taire toute contestation politique. Tout cela lui permet de rendre supportable la crise économique intérieure et d'assurer un niveau de vie relativement élevé pour un contexte de crise économique de grande ampleur et d'économie de guerre.

## LA SHOAH, LA POINTE EXTRÊME D'UNE LOGIQUE GLOBALE

Plusieurs éléments mènent au génocide de 6 millions de juifs, Tziganes et à l'extermination des homosexuelLes et opposantEs politiques.

Le premier est la place du racisme, la

combinaison entre l'antisémitisme historique et la colonisation. Pour Enzo Traverso, « si les victimes de la "solution finale" incarnaient l'image de l'altérité dans le monde occidental, objet de persécutions religieuses et de discriminations raciales depuis le Moyen-Âge, les circonstances historiques de leur destruction indiquent que cette stigmatisation ancienne et certes particulière avait été revisitée après l'expérience des guerres et des génocides coloniaux. Le nazisme réalisait la rencontre et la fusion entre deux figures paradigmatiques : le juif, l' "autre" du monde occidental, et le "sous-homme", l' "autre" du monde colonisé<sup>2</sup>. » Les nazis construisent une communauté nationale dans l'objectif multiple de combattre le « judéo-bolchevisme », de réduire les conflits de classe et justifier les camps de travail puis les camps de la mort. Une construction qui ne nous est pas inconnue puisqu'elle procède des mêmes dynamiques que les discours colonialistes ou racistes en général. Et l'actuelle campagne contre l'« islamo-gauchisme » est une référence quasi-explicite à celle contre le « judéo-bolchévisme » et à la dénonciation d'un « ennemi de l'intérieur » que la « nation devrait combattre ». Pour Alain Brossat, à propos de la situation d'aujourd'hui, « cette fracture, constamment entretenue, reconduite et renouvelée par toutes sortes de dispositifs spécifiques destinés à distinguer, trier, séparer, hiérarchiser les statuts juridiques et politiques – et pas seulement sociaux, donc – a pour vocation de produire de l'identité<sup>3</sup>. »

Le second élément est la dynamique impérialiste de spoliation. Pour faire face à sa dette chronique et pour nourrir sa population, l'Allemagne a besoin de milliards. Elle les trouvera dans la spoliation

des juifs et dans la domination des pays qu'elle envahit. Ainsi, Götz Aly décrit comment les biens des juifs allemands ont été d'abord confisqués et transformés en emprunts forcés, puis comment, par des impôts discriminatoires, le Reich a renfloué ses caisses. « Au moins 9 % des recettes courantes du dernier budget d'avant-guerre (17 milliards de ReichMarks (RM) pour 1938-1939, NDLR) provenaient des produits de l'aryanisation<sup>4</sup>. » En 1938, les biens et valeurs réquisitionnés sont estimés entre 3 et 5 milliards de RM. Dès 1941, le Reich exige 120 millions de RM par mois à la Belgique, auxquels s'ajoutent des droits de douane. Les prélèvements sont similaires aux Pays-Bas, tandis que la France doit payer 20 millions de RM par jour. Auxquels s'ajoutent des millions de tonnes de céréales réquisitionnées, notamment dans les pays de l'Est. Pour Ernest Mandel, « la politique de quitte ou double du fascisme est reportée au niveau de la sphère financière, attise une inflation permanente, et, finalement, ne laisse pas d'autre issue que l'aventure militaire à l'extérieur<sup>5</sup>. »

Troisième élément, le pouvoir veut faire travailler certaines populations, jusqu'à épuisement. « En 1944, environ la moitié des déportés des camps de concentration travaillait pour l'industrie privée et le reste pour l'organisation Todt chargée de la production d'armes<sup>6</sup>. » Enzo Traverso souligne également en quoi les logiques raciste et capitaliste se combinent pour constituer une hiérarchie dans les camps, entre « les civils des pays occupés d'Europe occidentale (Français, Italiens,



Belges, Hollandais, etc.), suivis par les prisonniers de guerre d'Europe de l'Est ; au bas de l'échelle, il y avait la masse des *Untermenschen*, les prisonniers de guerre soviétiques et polonais, les plus exploités et voués à un anéantissement rapide ; tout au fond, il y avait la petite minorité de juifs et de Tziganes déportés qui, ayant échappé aux chambres à gaz, avaient été sélectionnés pour le travail. [...] Selon le paradigme tayloriste, la force de travail était segmentée et hiérarchisée sur la base des différentes fonctions du processus de production et, comme dans l'esclavage, l'aliénation des travailleurs était totale. À la différence de l'esclavage classique, cependant, les déportés ne constituaient pas une main-d'œuvre destinée à se reproduire mais à être consommée jusqu'à son épuisement, dans le cadre d'une véritable extermination par le travail ».

Racisme, impérialisme et exploitation ont été menés à leur extrême. Il s'agissait pour les nazis de garantir à une part importante de la population un niveau de vie correct, en contrepartie de la surexploitation et de la spoliation et l'anéantissement d'autres.

### LA DOMINATION DE CLASSE

C'est la concrétisation de la théorie du fascisme chez Trotsky, qui explique qu'il s'agit d'un parti de masse appuyé sur les classes petites-bourgeoises paupérisées, au service de la bourgeoisie, pour réduire à néant les capacités d'action de la classe ouvrière. Dans un second temps, le « mouvement de masse se bureaucratise et se fond dans l'appareil d'État bourgeois<sup>7</sup> », un point que nous n'aborderons pas ici.

Le processus est l'exacerbation de tendances de fond du capitalisme, jusqu'à nier toute humanité dans l'organisation sociale. Ainsi, le racisme a été amené à un point qui nie le caractère humain des juifs et de tous les *Untermenschen* (« sous-hommes »). Le colonialisme, la concurrence économique et l'appropriation des richesses des autres pays ont été jusqu'à nier la moindre part de solidarité et d'empathie avec les autres humains. Le productivisme et l'organisation taylorisée du travail ont été poussés jusqu'à nier la possibilité de reproduire sa force de travail, jusqu'à la destruction physique. Le nazisme se révèle un capitalisme sans barrière, assis sur les seules dynamiques du système. Le côté dément, irrationnel du pouvoir doit être compris comme une forme matérielle

qui justement permet ces choix. Hitler n'est pas un accident de l'histoire, il est l'outil humain de processus inhumains. Ces derniers, tout autant que la victoire du nazisme, sont permis par la suppression des résistances du mouvement ouvrier. Il y a là une défaite de classe, l'incapacité du prolétariat à faire face à la bourgeoisie, à entraîner les couches petites-bourgeoises paupérisées derrière des revendications sociales contre le chômage, pour l'expropriation des banques et les mots d'ordre démocratiques.

Mais il y a aussi une trahison politique : le Parti communiste sous domination stalinienne, derrière un discours révolutionnaire, aura fait tout le contraire de ce qu'il fallait pour unifier le prolétariat : diviser les syndicats, identifier la social-démocratie au fascisme, minimiser le danger fasciste en défendant l'idée qu'en arrivant au pouvoir l'extrême droite se décrédibiliserait aux yeux des masses, refuser d'organiser des groupes d'auto-défense avec les sociaux-démocrates. La nécessité du front unique ne se limitait pas à une défense militaire contre les violences fascistes. Il s'agissait essentiellement de contribuer à constituer le prolétariat en classe et à entraîner autour de lui les classes intermédiaires paupérisées et démoralisées. « Les ouvriers ne sont nullement immunisés une fois pour toutes contre l'influence des fascistes. Le prolétariat et la petite bourgeoisie se présentent comme des vases communicants, surtout dans les conditions présentes, lorsque l'armée de réserve du prolétariat ne peut pas ne pas fournir des petits commerçants, des colporteurs, etc., et la petite bourgeoisie enragée, des prolétaires et des lumpen-prolétaires.

Les employés, les personnels techniques et administratifs, certaines couches de fonctionnaires constituaient dans le passé un des supports importants de la social-démocratie. Aujourd'hui, ces éléments sont passés ou passent aux nationaux-socialistes. Ils peuvent entraîner à leur suite, s'ils n'ont pas déjà commencé à le faire, l'aristocratie ouvrière. Selon cette ligne le national-socialisme pénètre par en haut dans le prolétariat.

Toutefois, sa pénétration éventuelle par en bas, c'est-à-dire par les chômeurs, est beaucoup plus dangereuse. Aucune classe ne peut vivre longtemps sans perspective et sans espérance. Les chômeurs ne sont pas une classe mais ils constituent déjà une couche sociale très compacte et très stable, qui cherche en vain à s'arracher à des conditions de vie insupportables<sup>8</sup> ».

Le mouvement ouvrier aura donc échoué à se constituer comme référence pour défendre les intérêts des classes populaires. Il le paiera par la destruction de tous les espaces démocratiques, de tous les « bastions de démocratie prolétarienne jusque dans ses fondements<sup>9</sup> ». □

1. <https://books.openedition.org/psn/5811?lang=fr>
2. Enzo Traverso, La violence nazie, une généalogie européenne, La Fabrique, 2002, p. 15.
3. Alain Brossat, Autochtone imaginaire, étranger imaginé, retours sur la xénophobie ambiante, Éditions du souffle, 2012, p.75.
4. Götz Aly, Comment Hitler a acheté les Allemands, Flammarion, 2005, p.54.
5. Ernest Mandel, 30 janvier 1969 (in Du Fascisme, Ed. François Maspero, 1974) précédemment publié en préface au livre de Trotsky Comment Vaincre le Fascisme aux éditions Buchet-Chastel.
6. Enzo Traverso, idem, p. 24.
7. Ernest Mandel, idem.
8. Léon Trotsky, La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne, problèmes vitaux du prolétariat allemand, janvier 1932.
9. L. D. Trotsky, La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne (1932).



Rassemblement électoral du Front de fer au Lustgarten de Berlin (avril 1932). DR.

# Salazar et la dictature fasciste au Portugal

ENTRETIEN AVEC FERNANDO ROSAS\*

*L'art de durer, de Fernando Rosas, est un livre fondamental pour comprendre la nature du fascisme portugais et de la dictature de Salazar, qui parvint à se maintenir durant plus de quatre décennies. Publié par les Éditions sociales, ce livre vient remplir un grand vide ; aucun livre récent analysant spécifiquement le salazarisme n'était jusqu'alors disponible en français. Contretemps s'est entretenu avec son auteur.*

**L'Anticapitaliste : Votre livre s'intitule *L'art de durer. Le fascisme au Portugal. Commençons peut-être par un point de caractérisation, qu'est-ce qui fait, selon vous, que l'on peut qualifier la dictature salazariste de fasciste (comme vous le faites) ?***

Fernando Rosas : Dans aucun des pays européens de l'entre-deux-guerres, les mouvements fascistes n'arrivent au pouvoir – ne deviennent des régimes fascistes – uniquement par leurs propres forces. Le fascisme en tant que régime, là où il existe, résulte toujours d'une alliance politique et idéologique entre le fascisme « plébéien » et radical, d'une part, et une large fraction des droites conservatrices, voire libérales, d'autre part. Autrement dit, d'une alliance avec les représentants politiques traditionnels des classes dominantes, qui s'en remettent à l'« efficacité » du fascisme pour atteindre leurs objectifs stratégiques dans une conjoncture de crise systémique aggravée par les effets de la Grande Guerre. Ces objectifs sont : l'anéantissement radical de la menace que représente le mouvement ouvrier organisé ; l'urgence de constituer l'État en arbitre et régulateur *super partes* des intérêts économiques dominants (en particulier dans les pays européens de la semi-périphérie) ; la nécessité d'affirmer le pouvoir absolu de ce nouveau type de dictature et d'en finir avec l'obstacle dressé par la démocratie parlementaire et libérale ; et, dans certains cas, la pressante nécessité de préparer le pays à une nouvelle guerre d'expansion impériale.

Nous avons, ainsi, un double mouvement génétique de ces dictatures d'un nouveau genre : un « fascisme du

bas vers le haut » et « un fascisme du haut vers le bas » qui se rencontrent dans le fascisme en tant que régime. De cette union entre *fascisme plébéien* et *fascisme conservateur* naissent des régimes fascistes dont les modalités diffèrent selon le poids relatif de chaque composante : il y a des régimes où le fascisme plébéien est clairement hégémonique (c'est le cas allemand où le parti dirige et désintègre l'État, à tout le moins à partir de 1936) ; d'autres où il existe un équilibre entre les deux (c'est le cas italien où les *squadristi* s'allient à la Couronne, à l'Église, à la grande industrie et aux agriculteurs, ce qui permet à ces derniers de destituer Mussolini en 1943) ; et d'autres encore où prédomine sans aucune ambiguïté le fascisme conservateur.

C'est le cas de l'État nouveau portugais, que j'analyse dans ce livre, où la fronde conservatrice salazariste va assimiler – politiquement et idéologiquement – le rapide succès contre-révolutionnaire du régime mussolinien, et intégrer en le subordonnant le fascisme plébéien des « chemises bleues » menées par Rolão Preto. Ainsi intégrés au régime, les cadres de ce mouvement auront pour mission de stimuler les nouvelles institutions de la « Révolution nationale », à savoir : la milice, les milices de la jeunesse, les « Syndicats nationaux », le contrôle du temps libre et des loisirs (avec la Fédération nationale pour le bonheur au travail), les organes de propagande et d'inculcation idéologique de nature totalisante. Et cela, dans un contexte où l'hégémonie du fascisme conservateur modèlera, en fonction de cette spécificité, la nature sociale et politique de la dictature : préférant le leader élitiste au chef

charismatique plébéien, optant pour le contrôle et l'encadrement des masses plutôt que pour leur mobilisation, se fiant, pour assurer sa sécurité, davantage à l'armée et à l'Église catholique qu'aux milices, etc.

Toutefois, les spécificités propres au contexte politique, social et culturel de chaque pays n'empêchent pas tous ces régimes de partager des caractéristiques génériques communes, ce qui nous autorise à parler d'un « fascisme générique » et, par conséquent, d'une « époque des fascismes ». Et ces caractéristiques communes sont : le nationalisme irrédentiste et impérial, l'organicisme corporatif comme idéologie de dépassement de la lutte des classes, la dictature antilibérale et anticommuniste, la violence sans limites, le parti unique, le culte du chef charismatique, etc. Je considère que c'est à une espèce de ce genre qu'appartient l'État nouveau salazariste.

**Dans sa célèbre brochure *Le fascisme comme mouvement de masse (1934)*, le communiste allemand Arthur Rosenberg insiste sur la capacité des fascistes à mobiliser un soutien de masse. Dans votre livre vous écrivez que le salazarisme se distingue du fascisme italien ou du national-socialisme allemand par le fait que l'État nouveau se méfiait toujours des tentatives de politisation des masses. Pourriez-vous revenir sur ce point ?**

Certes, avant de prendre le pouvoir, les mouvements fascistes « plébéiens »



développent toujours une intense rhétorique populiste de mobilisation populaire. Mais, dans le cadre du fascisme en tant que régime, dans le cadre de son alliance avec les droites politiques et des intérêts<sup>1</sup>, la mobilisation des masses, en vérité, n'a jamais rien à voir avec leur constitution comme sujet politique de transformation sociale. Même lorsqu'elle se poursuit, après la prise de pouvoir, cette mobilisation n'est qu'un rituel, substantiellement dépolitisé, sanctionnant les décisions du chef, qui vise la massification de la sujétion, la normalisation de l'unicité politique et idéologique imposée. Sans surprise, la dictature salazariste se méfie de l'apparente mobilisation politique des masses, y compris dans ce cadre et y compris lorsqu'il s'agit de soutenir le régime. Fidèle à sa matrice élitiste, Salazar suit le vieux principe contre-révolutionnaire selon lequel «commande qui peut, obéit qui doit». Ainsi, bien qu'admirateur et partisan de Mussolini, il lui reproche son excès de concession «à la rue».

Voilà l'une des caractéristiques du «fascisme conservateur». Un fascisme qui préfère l'«ordre» et le «respect» à l'«adulation des masses». Néanmoins, il convient de dire que, dans tous les régimes fascistes, dès lors qu'ils sont implantés, la bureaucratie, l'autoritarisme élitiste, la corruption se substituent rapidement à la prétendue «mobilisation politique» promue au sein des partis uniques et des institutions de l'«ordre nouveau».

**Concernant le coup d'État du 28 mai 1926<sup>2</sup>, vous écrivez que – contrairement à un certain mythe – les forces armées n'étaient pas animées par une cohérence stratégique. Plus important encore, vous faites le récit des luttes pour l'hégémonie au sein des «droites de la droite» durant le processus de transition de la dictature militaire à l'État nouveau. Comment Salazar a-t-il réussi à tirer son épingle du jeu dans ces luttes ?**

En 1931, après que les républicains radicaux alliés à ce qu'il restait d'actif au sein du mouvement ouvrier organisé ont échoué dans leur résistance révolutionnaire face à la Dictature militaire, s'ouvre, au sein même du régime militaire, une âpre lutte quant à l'avenir politique du pays.

En résumé, deux camps s'affrontent : celui du républicanisme militaire conservateur qui domine les commandements des Forces armées (et bénéficie du soutien de la droite républicaine) et celui de la droite autoritaire antilibérale, déjà très marquée par l'influence du fascisme italien. Et plus précisément, dans ce deuxième camp, une fronde politique menée de manière informelle par Salazar, pourtant «magicien des finances» des différents gouvernements de la Dictature militaire depuis 1928<sup>3</sup>.

Le camp salazariste rassemble des monarchistes intégralistes (la version portugaise de l'Action française), la droite catholique, les organisations patronales, l'élite technocratique et tous les défenseurs de l'«ordre» et d'un nouveau genre de régime, comme c'est typiquement le cas de la droite

conservatrice et contre-révolutionnaire qui regarde avec enthousiasme, et comme un modèle, l'expérience précurseuse du régime de Mussolini. Cette droite veut à tout prix prendre ses distances avec le républicanisme conservateur militaire et civil, qui projette certes une sorte de République de l'ordre, régénérée, mais libérale.

Je dirais qu'après avoir réussi à vaincre les résistances républicaines et populaires, l'habileté de Salazar consiste à promouvoir un accord avec le républicanisme militaire. Moyennant quelques promesses et autres contreparties matérielles, les chefs militaires républicains conservateurs acceptent de lui remettre le pouvoir, de s'intégrer progressivement au nouveau régime et de retourner temporairement dans leurs casernes, jusqu'à ce que Salazar soit en position, grâce aux réformes militaires de 36/38, de se débarrasser de la majorité d'entre eux et de prendre le contrôle politique des Forces armées.

Cette étape sera essentielle pour réunir les diverses droites de la droite (les intégralistes, les catholiques, les républicains, les technocrates, et, plus tard, les nationaux-syndicalistes) au sein du parti unique (l'Union nationale) et de la base sociale et politique de l'État nouveau. Tel est le processus que je cherche à analyser de manière détaillée dans mon livre. □

**Propos recueillis par Selim Nadi, entretien traduit du portugais (Portugal) par Clara Domingues.**

\*Fernando Rosas est un militant de longue date de la gauche révolutionnaire portugaise. C'est à ce titre, en tant qu'antifasciste, qu'il fut arrêté et torturé par la dictature. Il fit plus tard partie des membres fondateurs du Bloc de gauche (Bloco de Esquerda), pour lequel il a été député et candidat à la présidentielle (en 2001).



Défilé de Gomes da Costa et de ses troupes 28 mai 1926 DR.

1. Cette droite des intérêts se compose des associations patronales du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, ainsi que de groupes économiques [NdT].

2. Ce coup d'État militaire met fin à la Première République implantée en 1910 et lui substitue une dictature militaire qui prendra fin en 1933, lorsque Salazar fait adopter par référendum une nouvelle Constitution instaurant l'État nouveau [NdT].

3. Professeur de finances publiques à l'université de Coimbra, Salazar cultive soigneusement une image de «magicien des finances», détenteur, prétend-il, d'une solution précise et salutaire à la crise budgétaire que traverse le pays. C'est ainsi, entre autres stratagèmes, qu'il vaincra la défiance des militaires et entrera au gouvernement [NdT].

# États-Unis : « Nous ne pouvons pas laisser la farce d'hier devenir la tragédie de demain ! »

COMITÉ DE RÉDACTION DE « SPECTRE »

*« Spectre » est à la fois un site et une revue marxiste américaine créés au printemps 2020. Ce texte a été publié trois jours après le coup de force contre le Capitole de Washington.*

I. C'était un « coup d'État » spectacle sur les réseaux sociaux. Avec leur équipement pseudo-viking et leurs patches confédérés, les rebelles d'extrême droite apparaissaient nettement peu attrayants. Et leur rébellion manquait sérieusement d'un plan cohérent dépassant les bris de fenêtres et les selfies. Ils ne pouvaient pas penser plus loin que leur loyauté envers le menteur en chef. Pourtant, malgré tout cela, c'est un sévère avertissement pour la gauche et toutes les forces progressistes. Si nous ne sommes pas à la hauteur et n'arrêtons pas le développement de ce mouvement, la prochaine fois (ou celle d'après) pourrait être sérieusement dangereuse.

II. Le coup avait été orchestré pendant des semaines. Et le jour même, Trump a incité une foule, dirigée par des crétins d'extrême droite, à saccager le bâtiment du Capitole à Washington. Les chiffres étaient loin d'être écrasants – peut-être 15 000 dans la capitale nationale – et quelques centaines dans des actions coordonnées dans plusieurs capitales d'État. Cependant, cela indique une nouvelle étape dans l'émergence d'une droite fasciste dans le pays.

III. Plus qu'un coup d'État, c'était une tentative de putsch pathétique de droite qui s'est effondrée remarquablement rapidement. Trump et son entourage avaient donné leur feu vert. Mais l'assaut a été condamné à une écrasante majorité par les porte-parole de la classe capitaliste : l'Association nationale des fabricants, la Chambre de commerce, les PDG de la plupart des grandes entreprises,

ainsi que Twitter et Facebook, qui ont fermé les comptes de Trump. Les deux partis politiques bourgeois, la direction de l'armée et de la police et la majeure partie des médias de l'establishment l'ont dénoncé. Peu de temps après, le Congrès s'est réuni de nouveau pour confirmer Biden. Sans surprise, les marchés boursiers du monde entier se sont redressés dans l'espoir qu'une nouvelle administration rétablira le *business as usual*.

IV. Pour autant, il ne fait aucun doute que l'invasion du Capitole s'est produite avec la complicité de l'administration et de la police. Comparez la réponse creuse de la police face la violence de l'extrême droite à sa réponse paramilitaire aux manifestations de BLM (Black Lives Matter) à travers le pays. Nous savons tous la terrifiante violence policière qui aurait été déclenchée si les partisans du BLM avaient marché sur le bâtiment du Capitole. Bien que l'ampleur de la collusion policière reste incertaine, il n'est pas surprenant que la police ait utilisé des pincettes avec les fascistes. Le sentiment pro-Trump est fort parmi la police et l'ICE (agence de contrôle de l'immigration). Lorsqu'ils ont été confrontés à la droite à Washington, les flics ont pris des selfies et ont serré la main des fascistes – tout comme ils l'ont fait avec Kyle Rittenhouse (jeune milicien d'extrême droite NDLR) à Kenosha l'été dernier avant qu'il assassine deux antiracistes.

V. L'État n'a mobilisé certaines de ses forces pour réprimer les manifestations de Washington qu'une fois qu'il est devenu clair qu'elles constituaient une

menace pour l'establishment politique. Les dirigeants des deux grands partis, le maire de Washington et le monde des affaires s'en sont assurés. La Garde nationale a été appelée du Maryland et de la Virginie. Aux côtés de la police de Washington, ils ont procédé à des arrestations avec des motifs bidons de dizaines de personnes, généralement pour des violations du couvre-feu. L'ordre a été rétabli et l'élection de Biden a été confirmée tandis que des Trumpistes comme Lindsey Graham (Caroline du Sud) et Kelly Loeffler (Géorgie) se sont ralliés pour confirmer les résultats des élections.

VI. Les retombées immédiates seront contradictoires, endommageant Trump et, simultanément, stimulant le mouvement qui l'entoure. Il souffrira d'une répudiation généralisée de la part des grandes entreprises, de l'establishment politique et de l'appareil sécuritaire / militaire / policier. Tout ce qui précède sera un support pour les actions de Biden pour rétablir le « business as usual » à l'intérieur et la crédibilité impériale à l'étranger. Il sera question d'invoquer le 25<sup>e</sup> amendement (qui prévoit la possibilité de destitution du président ; cette disposition n'a pas été utilisée NDLR), de poursuites judiciaires avant que Trump ne quitte la Maison Blanche – et de menaces de nouvelles mesures après son départ. Tout cela aura pour but d'affirmer l'intégrité bourgeoise de la « ville sur la colline » (la capitale américaine NDLR).



VII. La classe dirigeante et ses représentants politiques appelleront à des pouvoirs accrus pour que leurs militaires et leur police surveillent, arrêtent et détiennent les «extrémistes». Ils le feront individuellement pour contenir et poursuivre les fascistes. Mais la gauche doit refuser tout soutien à la campagne de maintien de l'ordre. Nous cherchons à affaiblir les pouvoirs de répression étatique. Et nous savons que dans une société raciste et capitaliste, leurs principales cibles seront les Noirs, les immigrants, les musulmans, les gens de gauche et les syndiqués.

VIII. Aucune de ces mesures n'empêchera le Trumpisme et son courant fasciste de se développer. Ils sont sortis des actions du mercredi 6 janvier enhardis. Non seulement ils croient avoir protégé leurs droits contre un gouvernement illégitime, mais ils ont jeté les bases d'un développement encore plus grand. La droite dispose d'une infrastructure médiatique, d'organisations comme les *Proud Boys* et de réseaux dans tout le pays capables de coordonner les actions. Cela dit, ils sont encore petits et notre camp est largement plus nombreux lorsqu'il est mobilisé. Rappelez-vous, 26 millions de personnes ont défilé cet été dans le cadre des manifestations du BLM. Hier, seules quelque 15 000 personnes ont traversé le pays. Mais sans opposition, leurs rangs vont grossir. Les conditions qui ont engendré leur essor – une crise de la petite bourgeoisie causée

par les échecs du néolibéralisme, la fermeture de petites entreprises en raison de la pandémie et les faillites de ces entreprises au cours de la récession – ne feront que s'aggraver dans les mois et les années à venir. La droite constituera une menace claire, présente et dangereuse pour les travailleurs et toutes les personnes opprimées.

IX. Le cercle intime de Trump et ses serviteurs dans le parti républicain ont, le 6 janvier, lié leur sort à celui de l'extrême droite et des fascistes. Quand il s'est agi de choisir entre capitaliser sur sa présidence pour gagner de l'argent ou se positionner comme l'aspirant «Führer» d'un nouveau mouvement fasciste, Trump a choisi la deuxième possibilité. Certains républicains le suivront, la plupart ne le feront pas. Mais Trump conserve le soutien d'environ 40 % de l'électorat et a une base suffisante pour rester une force énorme au sein du parti républicain, ou pour construire une alternative si ses dirigeants le renient. Une scission des républicains est tout à fait possible, et avec elle la formation d'un nouveau parti d'extrême droite. Ironiquement, Trump pourrait être le moteur non intentionnel d'une rupture infâme avec le Parti républicain.

X. Pendant ce temps, Biden ira à droite pour embrasser les dirigeants républicains qui se sont ralliés à sa confirmation – le tout au nom de «l'union du pays et du rétablissement de l'ordre». Il cherchera à surmonter la pandémie, à restaurer le fonctionnement capitaliste et à réhabiliter l'impérialisme américain pour mieux concurrencer la Chine. Mais il fera face à l'opposition implacable de Trump et de l'extrême droite, qui considéreront son gouvernement comme illégitime. La revendication d'illégitimité apparaît comme le mythe fondateur d'un mouvement néofasciste.

XI. Les libéraux se surpasseront dans leur hâte de se rallier derrière l'unité capitaliste bipartite et la répression étatique pour faire face à la menace fasciste. Ils donneront de la crédibilité au consensus sur la loi et l'ordre articulé mercredi par les deux partis, par les autorités policières et les médias, en particulier CNN, qui a motivé l'action policière. Les forces libérales sont magnétiquement attirées par le régime

de la loi et de l'ordre parce qu'elles considèrent l'État, et non l'action antifasciste de masse, comme la clé pour faire face à la droite extrême.

XII. La gauche socialiste doit suivre une voie radicalement différente. Nous ne pouvons apporter aucun soutien à l'establishment bourgeois, à la nouvelle administration Biden, ni à leur répression d'État à l'intérieur et à la réaffirmation impériale à l'étranger. Au lieu de cela, nous devons mobiliser nos forces pour construire des fronts unis antifascistes partout pour affronter la droite massivement et les chasser des rues, des lieux de travail et des organisations sociales. Et surtout, nous devons redoubler d'efforts pour construire une alternative socialiste militante qui lutte indépendamment des démocrates pour des revendications qui répondront aux multiples crises du système capitaliste: un véritable soutien aux victimes de la pandémie; un Green New Deal; l'allègement des loyers et un moratoire sur les expulsions; Medicare for All (le droit à la santé pour tous); le salaire minimum à 15 \$ et les droits syndicaux; le démantèlement de la police; l'abolition de l'ICE (loi sur l'immigration); et une réduction massive du budget de guerre.

XIII. Tout cela nécessite un combat pour réorienter la gauche socialiste, en particulier les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA: la plus importante organisation de la gauche américaine NDLR) de sa polarisation sur les élections vers l'organisation de la lutte par le bas, en particulier les luttes antiracistes et sur les lieux de travail. Nous sommes au milieu des crises les plus profondes du système capitaliste depuis les années 1930. Celles-ci continueront à alimenter une profonde polarisation au sein des différents pays, des vagues de mobilisation sociale et de classe et des conflits plus intenses entre les États capitalistes. À partir de là, une nouvelle gauche socialiste peut se développer et s'organiser. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour l'armer d'idées, de stratégies et de tactiques socialistes révolutionnaires. Nous devons être prêts pour la prochaine fois. □

9 janvier 2021.

Traduit de l'anglais <https://spectre-journal.com/we-cannot-let-yesterdays-farce-become-tomorrows-tragedy/>

Partisans de Trump marchant sur le Capitole le 6 janvier 2021.  
© TapTheForwardAssist / Wikimedia



# « Les événements de Cronstadt sont un éclair qui a illuminé la réalité plus vivement que tout »

ENTRETIEN AVEC JEAN-JACQUES MARIE

*Le 1<sup>er</sup> mars 1921 se déroulait le premier acte de l'insurrection des marins et soldats de Cronstadt qui s'acheva le 18 mars par des combats sanglants et une répression impitoyable. Cet événement a suscité de multiples débats. Nous avons interrogé Jean-Jacques Marie, auteur de nombreux ouvrages sur la révolution russe et notamment d'un récit du soulèvement.*

## **L'Anticapitaliste: Quelles sont les origines de la révolte ?**

Jean-Jacques Marie: La révolte des marins de la base navale de Cronstadt au large de Petrograd (actuellement Saint-Petersbourg) découle d'abord de la situation dans laquelle se trouve à la fin de l'hiver 1920-1921 la Russie soviétique, ruinée et épuisée par quatre années de guerre et trois années de guerre civile. Le pays est exsangue, sa monnaie est devenue virtuelle, son industrie moribonde ne fabrique même plus les objets de première nécessité dont les paysans auraient besoin pour leurs travaux les plus modestes alors que l'on réquisitionne leurs récoltes pour nourrir les villes et une armée de 5 millions de soldats dont la démobilisation commence lentement. Le mécontentement grandit dans la paysannerie. Au VIII<sup>e</sup> congrès des Soviets, en décembre 1920, un délégué paysan proteste: «*Tout va bien, seulement la terre est à nous et le blé est à vous, l'eau est à nous et le poisson est à vous, les forêts sont à nous et le bois est à vous...*» Ce mécontentement débouche sur des révoltes de plus en plus massives dans la région de Tambov puis de Tioumen, qui mobilisent à elles deux, sur un million de kilomètres carrés, une centaine de milliers de paysans plus ou moins bien armés. Des insurrections paysannes plus modestes aux mobiles identiques éclatent aussi alors dans la région de Voronège, dans la moyenne Volga, dans le Don et dans le Kouban. L'insurrection de Cronstadt les couronne et les parachève. Or, si les équipages des deux grands cuirassés ancrés à Cronstadt, le *Petro-pavlosk* et le *Sébastopol*, sont, pour

l'essentiel, des marins éprouvés puisque 80 % d'entre eux sont dans la marine depuis 1917 ou plus tôt, une grande partie de la garnison de Cronstadt et une partie des équipages des autres navires sont formés de paysans: près de 1 000 anciens prisonniers de l'armée de Denikine originaires du Kouban et surtout 5 000 anciens makhnovistes faits prisonniers après l'écrasement de l'armée de Makhno, en novembre 1920. L'état-major de l'Armée rouge, pour éloigner de leur Ukraine natale ces soldats-paysans à l'esprit anarchisant, les a envoyés dans la flotte de la Baltique qui, restant à quai sans combattre, vu l'absence d'opération militaire dans le secteur depuis l'hiver 1919, lui semblait l'idéal pour affecter ces éléments instables.

À Cronstadt, les marins s'agitent, éternés par les plaintes qu'ils reçoivent de leurs parents au village, las de la réquisition, souvent violente, de leur maigre bétail, de leur moisson, voire de leur maigre linge de corps. Pendant l'automne 1920, 40 % des communistes de la flotte de la Baltique ont rendu leur carte du Parti communiste.

Pour pallier le manque de pain, le 21 janvier, le gouvernement réduit d'un tiers les rations alimentaires de Moscou, de Petrograd, d'Ivanovo-Voznessensk, centre de l'industrie textile moribonde, et de Cronstadt. La mesure exaspère les ouvriers, les matelots et les soldats affamés. La situation de Petrograd, dont Cronstadt commande l'accès maritime, est dramatique. Les trains, bloqués par les insurrections paysannes, ne parviennent plus à Petrograd, qui manque de combustible et de pain. Fin janvier, le

soviet de la ville réduit certaines rations alimentaires et les normes de livraison de pain. Dans les unités de la garnison où les soldats manquent de bottes et de pain et mendient parfois dans les rues, la grogne se répand. Le 11, vu le manque de matières premières et de combustible, le soviét de Petrograd ferme une centaine d'usines. Le 24, 2 000 ouvriers, furieux, descendent dans les rues. Le 24 février, Lénine déclare aux militants de Moscou: «*Le mécontentement a pris un caractère général.*» Le pouvoir ne parvient pas à en endiguer l'extension. Le lendemain, Zinoviev, président du soviét de la ville, déclare la loi martiale à Petrograd. C'est le point de départ de la révolte de Cronstadt. Le 26 février, des délégués de l'équipage de deux cuirassés ancrés dans l'île, le *Petro-pavlovsk* et le *Sébastopol*, descendent dans les usines en grève et tiennent à leur retour, le 1<sup>er</sup> mars, un grand meeting où 15 000 marins et soldats, quasi unanimes, adoptent une résolution qui se répandra sous le slogan «*Les soviets sans communistes*», qui n'y figure pas mais résume assez bien son contenu. Pour le tchékiste Agranov, chargé d'une enquête sur elle après son écrasement, l'insurrection «*est le développement direct et logique des troubles et des grèves de plusieurs usines et fabriques de Petrograd, qui ont éclaté dans la dernière semaine de février.*»

**Les revendications des marins ont un aspect économique mais sont**



### **essentiellement politiques. Peux-tu les rappeler ?**

Après six heures de débats agités, l'assemblée du 1<sup>er</sup> mars adopte donc à la quasi-unanimité une résolution, dont elle exige la publication dans la presse. Le texte contient des revendications économiques (la suppression des barrages et des détachements de barrage, qui confisquent le ravitaillement obtenu par trocs divers auprès des paysans, l'égalisation des rations alimentaires, la liberté totale d'exploitation de sa terre par le paysan sans utilisation de main-d'œuvre salariée, et la liberté du travail de l'artisan aux mêmes conditions). Mais les revendications politiques occupent la plus grande place. La résolution réclame la réélection immédiate des soviets à bulletin secret, la liberté de parole et de presse pour les anarchistes et les socialistes de gauche, la libération de tous les détenus politiques ouvriers et paysans, la convocation rapide en dehors des partis politiques d'une conférence des ouvriers, soldats rouges et marins de Petrograd, de Cronstadt et de la province de Petrograd, l'abolition de tous les organes politiques et détachements de choc dans l'armée et les usines.

La résolution se conclut par un appel à l'armée, ajouté in extremis, qui invite l'armée à se rallier aux protestataires et a donc un relent insurrectionnel : «*Nous demandons à toutes les unités de l'armée et aussi aux camarades "élèves-officiers" de se joindre à notre résolution*».

### **Pourquoi ces mensonges de la direction bolchevique sur les insurgés avec la dénonciation sans fondement comme «complot des Gardes blancs» ? Et pourquoi cette répression très brutale une fois la victoire remportée ?**

Trotsky affirme dans *Leur morale et la nôtre* : «*La guerre est aussi inconcevable sans mensonge que la machine sans graissage*». Cette vérité vaut plus encore pour la guerre civile que pour la guerre entre États. Chaque camp utilise, en effet, la propagande pour conforter ses partisans et gagner à soi les hésitants et les indécis. Sa part, parfois très mince, de vérité, est subordonnée à cet objectif vital.

Ce constat s'applique d'autant plus à l'insurrection de Cronstadt que la panique saisit les responsables. Ainsi, dès qu'il reçoit la résolution des marins révoltés, Zinoviev, affolé,

télégraphie à Lénine qu'ils ont adopté une résolution «S-R - cents noirs», c'est-à-dire ultraréactionnaire, sans lui en communiquer le texte. Ce mensonge de Zinoviev reflète une panique compréhensible provoquée par le risque d'une jonction entre les marins révoltés et des ouvriers de Petrograd à peine sortis d'une grève et dont il n'a guère les moyens matériels de satisfaire les revendications élémentaires. Et si se joignaient à eux les 12 000 marins stationnés dans le port de Petrograd, qui finalement garderont une réserve prudente, mais nullement garantie d'avance... Cette panique explique sans doute la brutalité de la répression. Le 17 mars, à la veille de la chute de l'île, 7 000 insurgés, dont la majorité des membres du comité révolutionnaire provisoire, s'enfuirent pour se réfugier en Finlande. 6 528 insurgés restés à Cronstadt seront arrêtés, dont 2 168 seront fusillés.

Le 2 mars, un communiqué du gouvernement signé Lénine et Trotsky dénonce la résolution de Cronstadt en reprenant la formulation de Zinoviev, que Lénine abandonnera au congrès du parti bolchevik. Le même jour, les révoltés proclament un Comité révolutionnaire provisoire et passent donc de la protestation à l'insurrection. Les *Izvestia de Cronstadt* du 4 mars proclament d'ailleurs : «*Le pouvoir odieux des communistes a été jeté bas*». Le rédacteur du journal, reprenant un thème de la propagande blanche, dénonce «*les commissaires, prêts à fuir les poches remplies de billets de banque tsaristes et d'or, produit du labeur et du sang ouvriers*».

Trotsky, lui, de son côté, insiste sur le rôle qu'il attribue à l'ancien général blanc Kozlovski qui commande l'artillerie de l'île. Or, ce général, bien qu'hostile au régime soviétique, ne joue en rien dans l'insurrection le rôle politique que la propagande officielle lui attribue. Le tchékiste Agranov, dans son rapport, critique vivement les déclarations et ultimatums de Lénine, Trotsky et Zinoviev, publiés d'ailleurs sans coupure, souligne-t-il, dans la presse du comité révolutionnaire de Cronstadt. «*Ces appels [...] où l'on dénonçait comme responsables du soulèvement les agents de l'Entente et le général Kozlovski irritèrent les matelots et les ouvriers de Cronstadt. Kozlovski était pratiquement inconnu des larges masses qui ressentaient elles-mêmes le caractère spontané de leur mouvement.*»

Agranov précise en outre : «*L'enquête n'a pas établi que l'éclatement de la révolte ait été préparé par le travail d'une quelconque*

*organisation contre-révolutionnaire ou par le travail d'espions de l'Entente dans le commandement de la forteresse. Tout le déroulement du mouvement contredit une telle possibilité.*» Impossible d'être plus clair.

### **Le X<sup>e</sup> congrès du Parti communiste qui se tient au même moment est à la fois (outre le débat sur les syndicats) celui de la NEP et celui de l'interdiction des fractions. Dans quelle mesure le soulèvement a-t-il pesé sur ses débats ?**

Le X<sup>e</sup> congrès du Parti bolchevik qui s'ouvre le 8 mars est tout entier placé sous le signe de Cronstadt. Lénine a, selon ses propres mots, «*tout ramené aux leçons de Cronstadt, tout, depuis le début jusqu'à la fin.*» Il ajoute : «*Les événements de Cronstadt sont un éclair qui a illuminé la réalité plus vivement que tout.*» Dans une réunion interne il affirme : à Cronstadt, «*on ne veut ni les gardes blancs ni notre pouvoir et il n'y en a pas d'autre*». Confirmant ce jugement, le désarroi poussera, après leur défaite, le secrétaire du Comité révolutionnaire provisoire Petritchenco et quatre anciens insurgés à proposer une alliance au général blanc Wrangel. Soulignant que «*des actions isolées ne permettent pas de renverser les communistes*», ils affirment : «*Le soulèvement de Cronstadt avait comme seule fin de renverser le parti bolchevik*» et insistent sur la portée du slogan «*Tout le pouvoir aux soviets et pas aux partis*» dont «*la signification politique est très importante, car il arrache aux communistes l'arme qu'ils utilisent habilement pour réaliser les idées communistes*» et «*constitue une manœuvre politique adéquate car elle suscite la scission dans les rangs des communistes et est populaire dans les masses*». Comme ils exigent que les paysans gardent la terre prise aux grands propriétaires, Wrangel, alors réfugié à Bizerte sous la protection du gouvernement français, ne répond pas...

Cronstadt est, pour Lénine, beaucoup plus qu'un soubresaut de la guerre civile parmi d'autres. Le peuple, dit-il, est épuisé, «*la paysannerie ne veut plus continuer à vivre de la sorte*». Pour renouer un lien avec elle au moment où les dernières insurrections paysannes agonisent, il faut donc, explique-t-il, lui accorder la liberté d'échange sous peine de voir le pouvoir soviétique renversé, puisque la révolution mondiale tarde. Lénine propose donc au congrès de remplacer la réquisition par un impôt

en nature ne prélevant qu'une partie de la récolte, dont le paysan sera libre de vendre le reste à son gré. Youri Larine avait fait voter par un congrès de l'économie une première esquisse de la NEP dès janvier 1920 et Trotsky en avait proposé une seconde variante en mars 1920. Dans les deux cas Lénine s'y était vivement opposé. Staline, qui l'a alors soutenu, attendra courageusement l'agonie de Lénine pour se demander « [s']il n'a pas fallu des faits comme Cronstadt et Tambov pour que nous comprenions qu'il était impossible de continuer à vivre dans les conditions du communisme de guerre ».

**Trotsky a qualifié la répression du soulèvement de « tragique nécessité ». Cela fait encore débat. Par ailleurs, même si on comprend la nécessité militaire immédiate de combattre l'insurrection (ce qui est le point de vue de l'historien du mouvement anarchiste Paul Avrich), on peut penser que cela aurait dû s'accompagner de mesures pour la démocratie dans l'État ouvrier. La « tradition troskiste » n'a-t-elle pas fait trop abstraction de cette question ?**

Accompagner ces décisions de mesures pour la démocratie dans l'État ouvrier ? Pour le parti au pouvoir la question est évacuée pour une raison simple : dans ce pays, ruiné, affamé et épuisé, le pouvoir du Parti bolchevik en mars 1921 ne tient guère qu'à un fil, comme Lénine le répète. Le Parti bolchevik est quasiment suspendu dans le vide entre une classe ouvrière épuisée et mécontente et une paysannerie révoltée, désireuse de pouvoir vendre librement les produits des terres que la révolution lui a données. La vague révolutionnaire qui a balayé l'Europe, a empêché l'intervention militaire des grandes puissances de le renverser. La révolution mondiale avortée l'a donc sauvé. Mais son assise intérieure se réduit de plus en plus.

C'est pourquoi Lénine affirme nécessaire « [d']assurer la cohésion du parti, d'interdire l'opposition ». Il fait donc voter par le congrès à huis clos une résolution « sur l'unité du parti », qui part de Cronstadt : « L'exploitation par les ennemis

du prolétariat de toute déviation de la ligne communiste a été illustrée de la façon la plus saisissante sans doute par l'émeute de Cronstadt ». La résolution décide de dissoudre toutes les tendances constituées (ou fractions) dans le parti sous peine d'exclusion immédiate. Le point, qui ne fut pas alors publié, donne plein pouvoir au comité central pour « faire régner une discipline stricte à l'intérieur du parti et dans toute l'activité des Soviets et d'obtenir le maximum d'unité en éliminant toute action fractionnelle ». La violente lutte de fractions qui s'est développée, surtout à Petrograd et Cronstadt sous l'impulsion de Zinoviev au cours de l'hiver 1920-1921, sur les désaccords concernant la politique syndicale a en effet été l'un des facteurs déclencheurs de l'insurrection.



« Mort à tous ceux qui s'opposent à la liberté des travailleurs ! », le drapeau de la Makhnovchtchina. © Wikicommons

Ainsi le 13 janvier, un partisan de la motion Lénine-Zinoviev, à laquelle Trotsky opposait la sienne, déclarait devant 3 000 marins communistes de Petrograd : « Trotsky et ses partisans veulent nous enfermer en prison, au bagne et derrière les barreaux ». Trotsky étant alors le chef de l'armée, et Raskolnikov, signataire de sa motion, le commissaire politique de la flotte de la Baltique, cette déclaration sapait leur autorité. Agranov rappellera les effets funestes de cette violente querelle : « La décomposition de l'organisation communiste de Cronstadt [...] s'accéléra incroyablement à la suite des discussions acharnées dans les rangs du parti [...]. L'éclatement de l'organisation en différents groupes et nuances de pensées dans ces conditions débouchait inévitablement

sur sa dislocation », qui a facilité le ralliement de nombreux communistes à l'insurrection.

Si les brutaux affrontements de tendance ont abouti à menacer l'existence même du pouvoir soviétique il faut donc, au moment où l'on fait de grandes concessions à la paysannerie pour l'apaiser, suspendre « provisoirement » l'exercice du droit de fraction. L'interdiction doit s'appliquer tant que la révolution n'a pas triomphé en Europe et que l'Union soviétique reste isolée : « Tant que la révolution n'a pas éclaté dans d'autres pays, il nous faudra des dizaines d'années pour nous en sortir » dit alors Lénine. Le provisoire va donc durer ! Lorsque l'opposition de gauche, dans une période de redressement économique, se dressera contre

l'appareil à l'automne 1923, Staline rendra public ce point 7, le 17 janvier 1924, quatre jours avant la mort de Lénine, réduit au silence depuis dix mois. Mais ne nous trompons pas. Staline et sa fraction doivent leur victoire, non à cet article mais au fait qu'ils incarnent et défendent les intérêts d'une caste bureaucratique vorace, qui prolifère sur l'épuisement d'une classe ouvrière à genoux dans une URSS qui reste isolée, grâce, entre autres, au soutien de la social-démocratie au règne alors vacillant du capital. □

### Propos recueillis par Henri Wilno

#### Pour approfondir

- Jean-Jacques Marie, Cronstadt, Fayard, 2005
- Paul Avrich, La tragédie de Cronstadt, 1921, Point Histoire, Seuil, 1975
- Alfred Rosmer, Moscou sous Lénine, 1921 : <https://www.marxists.org/francais/rosmer/works/msl/msl2102.htm>
- Victor Serge, Mémoires d'un révolutionnaire, Seuil, Paris 1951, réédité par Bouquins, Robert Laffont, Paris 2001, ou Lux Québec, 2017
- Jean-Michel Krivine, « Cronstadt : "tragique nécessité" ou massacre pré-stalinien ? », Inprecor n° 515-516 mars-avril 2006. En ligne sur <http://www.inprecor.fr/article-Cronstadt---%C2%AB-tragique-n%C3%A9cessit%C3%A9-%C2%BB-ou-massacre-pr%C3%A9-stalinien---?id=199>
- Léonce Aguirre, « En mars 1921 : Kronstadt », Rouge, 15 juillet 2003.
- Brochure de la LCR sur les débats dans le Parti communiste <http://association-radar.org/?Lenine-Trotsky-Cronstadt>

# Une semaine de révolte en Catalogne après l'arrestation de Pablo Hasél



PAR OSCAR BLANCO

Jordi Ventura

*Pablo Hasél, rappeur catalan, est victime de la répression étatique et jeté en prison. Pour ses prises de position communistes, antimonarchiques et en solidarité avec des organisations armées d'extrême gauche, il a été condamné pour apologie du terrorisme, injures à l'encontre de la Couronne et de l'État.*

À l'aube du mardi 16 février, un dispositif de plus de 10 camionnettes appartenant aux Mossos d'Esquadra (la Police catalane de l'Autonomie de Catalogne) a envahi les abords du bureau du rectorat de l'Université de Lerida et s'est préparé à l'assaillir avec l'approbation du Recteur, pour violer ainsi l'autonomie universitaire anciennement si respectée. Pendant ce temps, au sein du rectorat, plus d'une centaine de personnes se tenaient prêtes à exercer une désobéissance pacifique et à rendre difficile l'arrestation du rappeur et militant politique Pablo Hasél. Environ deux heures plus tard, les policiers catalans avaient identifié et expulsé les personnes solidaires et emmenaient Hasél. Les images du rappeur, poing levé et criant « Mort à l'État fasciste » alors que les Mossos d'Esquadra le conduisaient dans le fourgon ont eu de grandes répercussions dans les médias catalans, nationaux et même internationaux.

Cette image est représentative de la stratégie de Pablo Hasél et de la plateforme de soutien pour faire face à son entrée en prison : dénonciation publique, mobilisation et conflit politique maximum pour demander l'amnistie. En huit jours à peine, la justice lui avait communiqué

trois peines cumulatives allant de 9 mois à deux ans et demi de prison (il faut maintenant ajouter une autre condamnation confirmée après son entrée en prison). Le Tribunal constitutionnel a rejeté l'appel de la défense tentant de protéger le droit fondamental à la liberté d'expression et la Cour nationale lui a donné un délai pour intégrer la prison, délai qui s'est terminé le vendredi 12 février. Dès le premier instant, Hasél a été parfaitement clair en refusant catégoriquement de se rendre.

Lui-même et la plateforme de soutien et d'autres secteurs sociaux ont profité de la semaine précédant son arrestation pour redoubler d'efforts pour dénoncer les atteintes aux droits et libertés : rassemblements et manifestations dans de nombreuses villes, peintures murales de graffitis comme celle du Roc Blackblock à Barcelone, qui a été censuré et a déclenché une polémique municipale, jusqu'à 4 nouvelles chansons avec un clip vidéo sur leur chaîne YouTube... Ils ont également publié un manifeste signé par plus de 200 artistes et qui incluait des personnalités du monde culturel traditionnellement liées aux forces politiques du gouvernement PSOE-UP (UNidas-Podemos) comme

Serrat, Almodóvar ou Bardem.

Ce marathon de solidarité et de protestation pour éviter son emprisonnement s'est terminé par l'enfermement dans l'Université de Lérida qui rappelait celui du jeune antifasciste Vallecana (du quartier populaire de Vallecas à Madrid), Alfon, entouré de centaines d'activistes dans la paroisse de San Carlos Borromeo pour éviter son arrestation par une opération policière le 14 novembre 2012 ou aussi les « Herri Harresia » (murs populaires) des jeunes militants de la gauche nationaliste basque. Ils en partagent les formes et, au moins en partie, le fond : une stratégie basée sur la remise en cause de la répression et de la légitimité de la justice du régime ; se reconnaissant comme des prisonniers politiques ; et comprenant l'entrée en prison comme un moment de leur activité politique.

Le pari de la plateforme « Llibertat Pablo Hasél » de politiser le conflit et de l'étendre autant que possible comme un épisode de plus dans la lutte pour la défense des libertés politiques a été couronné de succès car l'arrestation du rappeur a reçu un nombre énorme de protestations qui, du moins pour le moment, se poursuivent dans le temps. □